

fonction publique



numéro 213

avril 2011

43^e année

paraît mensuellement

La quadrature du cercle

Quand on parle de «quadrature du cercle» on entend, d'après le Petit Larousse, qu'il s'agit d'un problème insoluble et le Robert d'ajouter d'une chose irréalisable. Dans la vie de tous les jours, il y a des moments où l'on se retrouve malgré soi confronté à des situations inextricables, rarissimes il est vrai, dues à une accumulation de circonstances malencontreuses et de faits imprévisibles, fruits du pur hasard. Quoique l'on fasse, on n'en sort pas ou très difficilement.

Nos ministres de la Fonction publique se retrouvent eux aussi confrontés à ce qu'on peut appeler la quadrature du cercle, sauf que, contrairement au commun des mortels, ce sont eux-mêmes qui en sont les auteurs et les victimes à la fois et, pire encore, ils s'évertuent pour que toute la Fonction publique s'y retrouve elle aussi.

En effet, sans pressentir les syndicats concernés, ils ont mis en chantier un ensemble de projets hétéroclites, tous hautement sensibles, en les reliant dans un «package», terme très en vogue ces derniers temps. Il s'agit d'abord de transposer dans notre législation nationale le processus de Bologne, avec le diplôme au niveau du «bachelor» comme cerise sur le gâteau. La plupart des autres pays membres de l'UE ont déjà réalisé cette transposition. En deuxième lieu, il y a la révision des traitements réclamée depuis belle lurette par la CGFP alors que la croissance économique était encore au beau fixe. Arrive ensuite l'adaptation du statut de la Fonction publique, dont certaines implications négatives s'enchevêtrent avec la révision des traitements, dada choyé depuis plusieurs années par quelques francs-tireurs politiques qui apparemment cherchent un prétexte pour en découdre avec le secteur public. Finalement, des négociations s'imposent pour le renouvellement de l'accord salarial venu à son terme fin 2010.

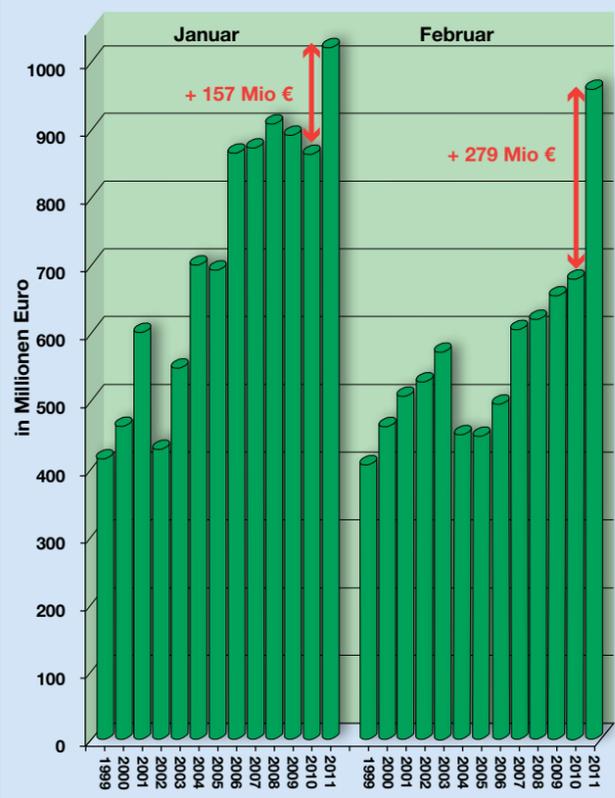
Stricto sensu, les quatre projets n'ont rien à voir les uns avec les autres, sauf dans la stratégie de ceux qui les ont mis en route. Chacun pris séparément comporte déjà des écueils, des difficultés indéniables, des risques de

dérèglement. Les rendre interdépendants dans le fameux «package» alors que les séquelles de la crise se font encore sentir sur les nerfs à fleur de peau de tous les salariés est une gageure qui frise la témérité. Si dans ce contexte des quidams bien informés, pas nécessairement bien intentionnés, mais dans le secret des dieux, répandent des rumeurs sur des remarques ministérielles que «c'est à prendre ou à laisser» ou que «ça passe ou ça casse», il faut déjà beaucoup de patience et de calme du côté syndical pour continuer à croire dans les vertus du dialogue social. Heureusement, des démentis ministériels nets et clairs ont mis fin à cette intoxication. De même, le retrait de l'application du processus de Bologne en question et les entrevues des Ministres avec les organisations sectorielles directement concernées par la révision des traitements ont certainement contribué à détendre l'atmosphère, sans pour autant faire avancer sur le fond les projets en question. Il ne fait pas de doute que le soutien énergique et massif des organisations sectorielles à la fermeté de la direction de la CGFP dans les négociations en cours y a été pour quelque chose. Et pourtant, on n'est pas prêt d'être sorti de l'auberge, loin de là.

Pour donner à ce dossier épineux à l'extrême une petite chance d'avancer, il faudrait rigoureusement en séparer les négociations salariales en les plaçant dans le contexte de la reprise économique et du standstill salarial des dernières années. Reste alors l'impossible enchevêtrement de la révision des traitements avec la réforme du statut.

À cheval sur les deux, les négociations entre le Ministère et la CGFP ont buté sur deux écueils majeurs qui font toujours obstacle, à savoir la réduction des rémunérations en début de carrière – à laquelle la CGFP s'oppose catégoriquement, alors qu'elle est prête à discuter sur une refonte fondamentale du stage – et le système d'évaluation, par rapport auquel la CGFP a fait des contrepropositions qui sont restées jusqu'à présent sans réponse. Le retardement de l'évolution

Entwicklung der Gesamteinnahmen des „Zentralstaates“ in den letzten Jahren



Was die regierungshörige Presse wie auch die einer noch strengerer Austerität verpflichteten Oppositionsorgane beharrlich verschweigen, „fonction publique“ bringt es an den Tag: Derzeit verzeichnen die Staatskassen enorme Einnahmesteigerungen. Allein in den beiden ersten Monaten von 2011 betragen die Mehreinnahmen gegenüber dem gleichen Vorjahreszeitraum +436 Millionen Euro (oder +17,6 Milliarden Franken) beziehungsweise unglaubliche +28,3%. Lesen Sie dazu Einzelheiten auf Seite 5, aber auch auf Seite 11 den Bericht über den erfreulich günstigen Haushalts-„Kassensturz“ für 2010.

des carrières, autre point crucial, qui aurait des répercussions sensibles sur l'évolution des pensions des agents publics, ne peut pas non plus passer tel quel, quasi en catimini. Comme dans toute négociation, le principe du donnant-donnant vaut sur toute la ligne. Par-dessus le marché, les discussions avec les organisations sectorielles dans le cadre de la révision des traitements sont encore plus problématiques parce que le pouvoir politique ne veut tenir compte, dans les mesures de reclassement envisagées, que de l'augmentation de la durée des études alors que dans le passé les sujétions, les responsabilités, les formations continues, les initiations aux nouvelles technologies entraînent naturellement également en ligne de compte.

Dans ces conditions, la fameuse étude préliminaire de quelque 1300 pages – et encore incomplète et donc très contestable – fournit quand même des données probantes sur l'augmentation de ces éléments dans toutes les carrières, et donc des arguments irréfutables pour un relèvement sérieux

des rémunérations de tous ces agents. Alors personne ne s'étonnera que ce document, initié par le gouvernement comme l'arme secrète de la révision des traitements, vu que son coup est parti en arrière, a été discrètement remis aux oubliettes par ses propres auteurs.

Nous voilà donc – avec les deux projets restant dans le paquet controversé, la révision des traitements et la réforme du statut – confrontés bel et bien à la quadrature du cercle, d'autant plus que le tout devrait se passer au taux zéro, du jamais vu dans les annales de la Fonction publique. La grande question reste posée: comment sortir de cette impasse sans casser trop de pots?!

Le Premier Ministre, dans son discours sur l'état de la Nation, a relancé les négociations en cours au plus haut niveau. Nous espérons que, tel Alexandre le Grand, quand il aura tranché le Nœud Gordien, il aura toujours ses troupes, la Fonction Publique, derrière lui pour les campagnes à venir.

Emile HAAG

fonction publique

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même par extraits, n'est autorisée qu'en cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141

Organe de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

CGFP-Nationalvorstand

CGFP nach wie vor verhandlungsbereit

Die Rede von Premierminister Jean-Claude Juncker zur aktuellen Lage und zu den wirtschaftlichen Aussichten der Nation stand im Mittelpunkt des jüngsten CGFP-Nationalvorstandes, der am Freitag, dem 8. April 2011, unter dem Vorsitz von CGFP-Nationalpräsident Emile Haag tagte.

Bezüglich der für die CGFP längst überfälligen Gehälterrevision für den öffentlichen Dienst begrüßten die CGFP-Delegierten die von Staatsminister Jean-Claude Juncker an den Tag gelegte Dialogbereitschaft. Aufgrund der Tatsache, dass der Premierminister diese für den öffentlichen Dienst so bedeutsame Angelegenheit nun zur Chefsache erklärt habe, wolle die CGFP kurzfristig das Gespräch mit dem Regierungschef aufnehmen, hieß es. Als einzige national repräsentative Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst erwarte die CGFP allemal, konstruktiv an der Ausarbeitung der angekündigten Gesetzesvorlage beteiligt zu werden.

Einstiegsgehälter bleiben unverändert

Dass die eigentlichen Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst anders als zunächst vorgesehen jetzt doch nicht abgesenkt werden, wurde von den CGFP-Delegierten positiv gewertet, wird hiermit doch einer langjährigen Forderung der CGFP Rechnung getragen. Immer wieder hatte die CGFP in jüngster Vergangenheit vor einer solchen Entscheidung, die unweigerlich auch negative Auswirkungen auf andere Bereiche bis hin in die Privatwirtschaft gehabt hätte, gewarnt.

Was die Stagezeit für angehende Beamte betrifft, erneuerte der CGFP-Nationalvorstand seine Forderung nach einer grundlegenden Reform der Ausbildungszeit, dies im Hinblick auf eine noch wirksamere Vorbereitung auf den Staatsdienst. Die Regelung der Entschädigung während der Stagezeit („*indemnité de stage*“) könne nach Ansicht der CGFP nur ein Element unter vielen sein und müsse Gegenstand von ergebnisoffenen Verhandlungen bleiben.

Auch wenn das von Regierungsseite beabsichtigte Bewertungssystem jetzt nicht mehr systematisch und in vollem Umfang angewendet werden soll, steht die CGFP der Einführung eines solchen Mechanismus nach wie vor äußerst skeptisch gegenüber. Auch bei den mit den zuständigen Ressortministern geführten Einzelgesprächen hätten die CGFP-Mitgliedsorganisationen nicht davon überzeugt werden können, dass eine solche Beurteilung in voller Objektivität und Sachlichkeit erfolgen könne, begründeten die CGFP-Fachverbände ihre diesbezügliche ablehnende Haltung. Dass es durchaus Alternativen zu dem von Regierungsseite vorgelegten Bewertungssystem gebe, habe die CGFP



Als Bestätigung wertete die CGFP-Exekutive das rezente Zahlenmaterial der Regierung, nach dem die staatlichen Einnahmen im Jahre 2010 trotz Wirtschafts- und Finanzkrise fast eine Milliarde Euro über den offiziellen Prognosen liegen

in einem ausführlichen Maßnahmenpapier dokumentiert, das vor kurzem sowohl dem Premierminister als auch den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern zugestellt worden sei.

CGFP fordert „breite Debatte“

Die über die den öffentlichen Dienst betreffenden Angelegenheiten hinaus vom Regierungschef angekündigten sozialpolitischen Maßnahmen zum Wohle von minderbemittelten Familien wurden auf CGFP-Seite mit Interesse zur Kenntnis genommen, hat sich die CGFP doch seit jeher für eine ausgewogene Familienpolitik eingesetzt. Den Überlegungen, dem Wohnungsbau in Luxemburg künftig „einen grünen Anstrich“ zu verleihen, kann die CGFP prinzipiell beipflichten, warnt aber zugleich davor, dass der Zugang zum Eigenheim durch neue Auflagen – wie z.B. die Halbierung der Steuervergünstigung bei der Anwendung des „Bëllegen Akt“ auf Nicht-Niedrigenergiehäusern – nicht zusätzlich erschwert werden dürfe.

Apropos Wohnungsbau: Gerade vor dem Hintergrund der von der EZB beschlossenen Zinserhöhung beschäftigte sich der CGFP-Nationalvorstand mit der Frage, inwieweit es jungen Menschen in Zukunft überhaupt noch möglich sein werde, ohne Finanzspritze, ohne Bürgschaft der Eltern, überhaupt noch Wohneigentum zu schaffen. Dabei begrüßten die CGFP-Delegierten die Bereitschaft der Regierung, der CGFP-Forderung nach der Ende vergangenen Jahres von der Politik angekündigten und längst überfälligen „breiten Debatte“ in Sachen Wohnungspolitik nun offenbar Rechnung zu tragen.

Gesunde Staatsfinanzen

„Die CGFP-Zahlen sind falsch“, hieß es vor einem guten Jahr noch von höchster politischer Warte. Dabei hatte die CGFP nur vom Statec gelieferte Zahlen der Finanzinspektion über die Staatseinnahmen wiedergegeben und kommentiert. Jetzt liegen die finalen Daten vor, und siehe, die Einschätzung der CGFP war eindeutig die richtige.

Als Bestätigung werteten demnach die CGFP-Delegierten das rezente Zahlenmaterial der Regierung, nach dem die staatlichen Einnahmen im Jahre 2010 trotz Wirtschafts- und Finanzkrise fast eine Milliarde Euro über den offiziellen Prognosen liegen. Die CGFP jedenfalls sieht sich in ihrer Annahme bekräftigt, dass es dem Land weitaus besser gehe als von interessierter Seite immer wieder dargestellt, und erneuert ihre Forderung nach der Offenlegung der staatlichen Einkünfte im ersten Trimester 2011.

Nach der Bekanntgabe des jüngsten Zahlenmaterials stelle sich nach Ansicht der CGFP jedenfalls die grundsätzliche Frage, ob das Sparpaket der Regierung in seiner gesamten Tragweite überhaupt noch angebracht sei. Einer Verlängerung der zur Bewältigung der Finanzkrise eingeführten Krisenabgabe zulasten der natürlichen Personen über das Jahr 2011 hinaus könne die CGFP vor dem Hintergrund der jüngsten Entwicklungen jedenfalls nicht mehr zustimmen.

Mit Genugtuung nahm der CGFP-Nationalvorstand die unlängst vom Finanzminister gemachte Aussage zur Kenntnis, dass das nach den Maastricht-Kriterien berechnete Staatsdefizit für das Jahr 2010 von zunächst geschätzten 3,9 Prozent des BIP auf nunmehr 1,7 Prozent zurückgegangen sei. Ähnlich verhalte sich der Sachverhalt für das Jahr 2011, wo die Regierung ursprünglich von einem Minus von 3 Prozent oder 1.239 Millionen Euro ausgegangen sei, der Finanzminister bei seiner Präsentation noch von einem Defizit von gerade mal 1,2 Prozent oder 521 Millionen Euro gesprochen habe, was einer Verbesserung von mehr als 700 Millionen Euro gleichkomme.

Auch sehe sich die CGFP in ihrer Einschätzung bestätigt, dass sich die Finanzen auf Ebene des Zentralstaates viel schneller erholten als ursprünglich befürchtet. Zudem seien die staatlichen Investitionsfonds nach wie vor gut ausgestattet, und das bei der Vorstellung der Eckwerte zum Staatshaushalt in Erwägung gezogene Staatsdarlehen von 500 Millionen Euro müsse nach den neuesten Erkenntnissen erst gar nicht aufgenommen werden.

Pensionsreform zu Lasten der Jüngeren

Kritik an den vorgelegten Plänen zur Umsetzung einer Pensionsreform wurde insofern laut, als die erwogenen Maßnahmen – ähnlich wie bei der beabsichtigten Herabsetzung der Entschädigung für Anwärter zum Staatsdienst – wieder einmal zu Lasten der jüngeren Beschäftigten gingen.

Falls überhaupt, könne eine solche Reform nur mit einer erheblichen Schaffung von Arbeitsplätzen einhergehen, wenn – parallel zu einer Verlängerung des Berufslebens bis zum Pensionsalter – jugendliche Erwerbslose massiv in Arbeit gebracht werden sollen.

Angesichts der Verschlechterungen bezüglich der Pensionsordnung erinnert die CGFP an den verfassungsmäßig nicht haltbaren Zustand, dass im öffentlichen Dienst Zusatzpensionen nach dem „zweiten Pfeiler“ unmöglich sind, während sie im Privatsektor steuerlich großzügig gefördert werden. Im Rahmen der Neuregelung der Pensionsregime verlangt die CGFP unverzügliches Einlenken der Regierung in dieser Angelegenheit.

Gegen Sozialabbau

Was die Index-Frage betrifft, hat die CGFP in jüngster Vergangenheit mehrfach eine klare Stellung bezogen, die nach wie vor Bestand hat. Als Garant des sozialen Friedens auf der einen Seite und Zusicherung des Kaufkrafterhalts auf der anderen Seite müsse der Index-Mechanismus unbedingt in seiner jetzigen Form bestehen bleiben, hieß es. Alles andere komme einem tiefgreifenden Einschnitt gleich, dem es dann konsequent entgegenzutreten gelte.

In diesem Zusammenhang erinnert die CGFP daran, dass die Stärkung der Kaufkraft insbesondere auch der nationalen Wirtschaft, allen voran dem Handel und dem Handwerk, zugute komme.

Demnach: Sozialabbau komme für die CGFP nicht in Frage.

s.h.

**pour une fonction publique
indépendante,
unie et solidaire**

ASSURANCES MUTUELLES D'EUROPE

*Säit méi ewéi 20 Joer
Äere Partner fir all Äer
Versécherungen.*

*Sief et: - fir Äert Gefier
- fir Äert Doheem
- oder fir Äer Famill*



AME 

Assurances Mutuelles d'Europe S.A.
7, Boulevard Joseph II
L-1840 LUXEMBOURG

Tél: +352 46 36 40
Fax: +352 46 36 44
Mail: www.ame.lu

www.ame.lu



Staatliche Rekorderinnahmen beschämen Politik und Presse

Die Staatseinnahmen des Haushaltsjahres 2010 lagen um +991 Millionen Euro oder +9,9% über den Erwartungen des Haushaltsgesetzes 2010 und um +584 Millionen oder +5,6% über den Einkünften des Vorjahres 2009. Dieser „positive Kassensturz“, den „fonction publique“ auf Seite 11 genauer untersucht, wirft schwerwiegende Fragen auf. Seit der Jahreswende aber kommt es nun noch stärker...

Die erwähnten Zahlen sind nämlich „bescheiden“ angesichts der jüngsten Entwicklung. Im Januar 2011 übertrafen die Einnahmen des „Central government“, wie es im Fachjargon heißt, jene von Januar 2010 um +157 Millionen Euro oder um +18%, während im Februar der Zuwachs binnen Jahresfrist sogar auf +279 Millionen oder +41% answoll.

Für die ersten 2 Monate dieses Jahres erreicht der Anstieg somit +436 Millionen Euro oder unglaubliche +28%. Dieser Betrag stellt mehr als 1% des jährlichen Luxemburger Bruttoinlandsproduktes dar; er stellt aber auch 2/3 jener 648 Millionen dar, die letztes Jahr als Krisenmaßnahmen beschlossen wurden (166 Millionen an Steuererhöhungen und 482 Millionen an Ausgabenkürzungen).

Wenngleich man davon ausgehen muss, dass dieser Einnahmen-Tsunami in den kommenden Monaten nicht ungebremst anhalten wird, so ist trotzdem hier ein eindeutiger und nachhaltiger Trend vorgegeben. Man muss zum Beispiel wissen, dass das Budgetgesetz von 2011 Einnahmen in Höhe von 11.339 Millionen Euro vorsieht, was lediglich einen Zuwachs von +311

Millionen gegenüber den tatsächlichen Einnahmen von 2010 (11.028 Millionen) darstellt. Man erwartete also einen Mehrwert von 311 Millionen für das ganze Jahr; nun hat man nach zwei Monaten bereits 436 Millionen erzielt!

Deshalb wagen wir hier und heute die Vorhersage, dass es für Luxemburg bereits 2011 statt des angekündigten Defizits einen Maastricht-Überschuss geben wird. Und bekanntlich haben wir Recht behalten, als wir 2009 und 2010 – in flagrantem Widerspruch zum allgemeinen Konsens – behaupteten, Luxemburg werde zu keinem Zeitpunkt ein Maastricht-Defizit von mehr als 3% des BIP erleiden.

Mit der jüngsten Entwicklung erscheint der Krisenplan des letzten Jahres in einem äußerst schrägen Licht. Ganz offensicht-

lich hat in der jüngsten Vergangenheit die gesamte politische Klasse des Landes, die Oppositionsparteien genauso wie die Regierungskoalition, die Entwicklung der Staatsfinanzen falsch eingeschätzt oder zumindest falsch dargestellt, ohne dass ein Organ der gesamten subventionierten Presse den Irrtum der Politik aufgedeckt hätte. Wegen dieses Irrtums wurde mit einer nicht erforderlichen Austerität der Wiederaufschwung unnötigerweise abgebremst.

Heute wissen wir also: Die damalige Krisendarstellung war grundfalsch! Das Vertrauen in Politik und Presse jedenfalls ist erheblich angeschlagen. Die Steuererhöhungen zum 1. Januar waren offensichtlich nicht gerechtfertigt und sind somit auch baldmöglichst abzuschaffen.

CGFP zu den Ausführungen des Staatsministers

In einer ersten Stellungnahme zur Erklärung von Premierminister Jean-Claude Juncker zur aktuellen Lage und zu den wirtschaftlichen Aussichten der Nation begrüßt die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP in Sachen Gehälterrevision für den öffentlichen Dienst die Dialogbereitschaft des Regierungschefs, der die Umsetzung einer solchen Reform offensichtlich zur Chefsache gemacht hat. Vor diesem Hintergrund will die CGFP auch kurzfristig das Gespräch mit Staats- und Premierminister Jean-Claude Juncker aufnehmen und erwartet – als alleinige national repräsentative Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst

– konstruktiv an der Ausarbeitung des angekündigten Vorprojektes zum entsprechenden Gesetzestext beteiligt zu werden.

Durchaus positiv zur Kenntnis nimmt die CGFP die Ankündigung des Premierministers, dass die Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst nicht – wie ursprünglich angekündigt – abgesenkt werden.

Über Monate hinweg hatte die CGFP vor einer solchen Entscheidung, die richtungsweisend gewesen wäre für andere Sektoren, gewarnt. Dass es gerade in dieser Frage auf Regierungsebene zu einem Sinneswandel gekommen ist, wird auf CGFP-Seite ausdrücklich begrüßt.

Hinsichtlich der Stagezeit für angehende Beamte erwartet die CGFP eine grundlegende Reform im Hinblick auf eine noch wirksamere Vorbereitung auf den Staatsdienst, wobei die Regelung der Entschädigung („indemnité de stage“) Gegenstand der Verhandlungen bleiben muss.

Angesichts der Verschlechterungen bezüglich der Pensionsordnung erinnert die CGFP an den verfassungsmäßig nicht haltbaren Zustand, dass im öffentlichen Dienst Zusatzpensionen nach dem „zweiten Pfeiler“ unmöglich sind, während sie im Privatsektor steuerlich großzügig gefördert werden. Im Rahmen der Neuregelung der Pensions-

regime verlangt die CGFP unverzügliches Einlenken der Regierung in dieser Angelegenheit.

Mit Genugtuung stellt die CGFP fest, dass sich Premierminister Jean-Claude Juncker – als verantwortungsvolles Regierungsmitglied – resolut vor seine Beamten gestellt und Übergriffe auf den öffentlichen Dienst und die dort Beschäftigten strengstens verurteilt hat.

Eine genauere Analyse der Rede zur Lage der Nation, insbesondere was die Themenfelder Staatsfinanzen, Wohnungsbau und Pensionsreform betrifft, war Gegenstand des jüngsten CGFP-Nationalvorstandes, der am Freitag, dem 8. April 2011, tagte (siehe Seite 3).

Für einen qualitativ hochwertigen Dienst am Bürger

CGFP und KPL lehnen Kürzung der Einstiegsgehälter und Sozialabbau kategorisch ab



CGFP und KPL sprachen sich für einen qualitativ hochwertigen Dienst am Bürger aus, lehnen das von der Regierung beabsichtigte, mehr als zweifelhafte „Bewertungssystem“ allerdings entschieden ab

Auf Anfrage der KPL fand am Mittwoch, dem 30. März 2011, ein ausgedehnter Meinungsaustausch zwischen den Führungsgremien der Kommunistischen Partei Luxemburgs und der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP statt.

Für die KPL nahmen Ali Ruckert (Präsident) und Gilbert Simonelli (Vizepräsident) an dem Gespräch teil. Die CGFP war vertreten durch Emile Haag (Nationalpräsident), Romain Wolff (Generalsekretär), Camille M. Weydert (Vizepräsident), Michel Cloos (Finanzverwalter) und Steve Heiliger (Verantwortlicher für Öffentlichkeitsarbeit).

Im Mittelpunkt des Meinungsaustauschs standen die Gehälterrevision im öffentlichen Dienst, das Spar- und Steuerpaket der Regierung und die allgemeine Entwicklung im Wirtschafts- und Sozialbereich.

CGFP und KPL stimmten überein, dass „die Hetze gegen den öffentlichen Dienst“ zurückgewiesen und erreicht werden müsse, dass die öffentlich Bediensteten und die Beschäftigten aus der Privatwirtschaft sich nicht auseinander dividieren lassen.

Im Gespräch wurde deutlich, dass KPL und CGFP Sozialabbau generell ablehnen und die Absicht der Regierung, die Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst zu kürzen, vehement zurückweisen, weil das für die öffentlich Bediensteten Sozialabbau bedeute und richtungsweisend für allgemeine Lohn- und Gehälterverschlechterungen sein könne.

CGFP und KPL sprachen sich stattdessen für einen qualitativ hochwertigen Dienst am Bürger aus, lehnen aber das von der Regierung beabsichtigte, mehr als zweifelhafte „Bewertungssystem“ entschieden ab.

Attentat auf soziale Errungenschaften muss verhindert werden

„Sozialabbau ist keine Lösung“

CGFP-Generalsekretär Romain Wolff im Gespräch

fonction publique: Herr Wolff, zum Jahresanfang wurden die Führungsgremien der CGFP erneuert, jetzt, knapp vier Monate später, befindet sich Ihre Gewerkschaftsorganisation in einer mehr als bewegten Phase, in der gleich mehrere heiße Eisen im Feuer liegen...

Romain Wolff: In der Tat. Als alleinige national repräsentative Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst befinden wir uns mitten in Gehälterverhandlungen, die wegen der Verzögerungstaktik der Regierung nicht vom Fleck kommen. Die angekündigte Pensionsreform, wobei das „Grundmodell“ ja nun bekannt wurde, ist ein anderes Themenfeld, in das wir uns konstruktiv einbringen möchten. Und – last but not least – stehen wir ja auch noch vor einer für die CGFP längst überfälligen Gehälterrevision für den öffentlichen Dienst, auf deren unverzügliche Umsetzung wir und vor allem unsere Fachverbände nach wie vor drängen. Das setzt natürlich voraus, dass allen legitimen Interessen Rechnung getragen wird.

fonction publique: ...und deren Vorlage – trotz gewisser Zugeständnisse seitens der Regierung – noch immer nicht nach Ihrem Geschmack ist...

Romain Wolff: ...und zwar, weil sie noch immer nicht auf die Bedürfnisse einer modernen Verwaltung ausgerichtet ist. Schauen Sie: Lange Zeit haben wir uns gegen eine Herabsetzung der Anfangsgehälter im öffentlichen Dienst gewehrt, weil eine solche Entscheidung weitreichende Folgen, nicht nur auf die Einstiegsgehälter der jüngeren Bediensteten, sondern auf deren gesamte Laufbahn bis hin auf die Pensionsbezüge, gehabt hätte. Dieser Forderung wurde nun bedingt Rechnung getragen: Die eigentlichen Anfangsgehälter im öffentlichen Dienst scheinen auf den ersten Blick unangetastet zu bleiben. Und dennoch stimmt dies nicht ganz, soll doch nach der neuesten Gesetzesvorlage der für den öffentlichen Dienst zuständigen Minister das fiktive Einstiegsalter abgeschafft werden, was – im Vergleich zur heutigen Gesetzgebung – einer Verschlechterung gleich käme. Dennoch: Dass die Regierung in der Frage um eine Senkung der Einstiegsgehälter nun zu etwas Einsicht gelangt ist, ist gut so, im Übrigen auch für die in der Privatwirtschaft Beschäftigten, denn, glauben Sie mir, eine solche Entscheidung hätte über kurz oder lang auch negative Auswirkungen auf deren Anfangsgehälter gehabt. Dass das ursprünglich vorgelegte Bewertungssystem – anders als zunächst geplant – nun nicht mehr systematisch und in vollem Umfang angewendet werden soll, wurde vor dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand ebenfalls mit Interesse zur Kenntnis genommen. Dennoch bleibt es auch jetzt noch ein „bürokratisches Monster“. Von der CGFP zu diesem Punkt gemachte Vorschläge sind es der Regierung überhaupt nicht einmal wert, kritisch unter die Lupe genommen zu werden. Das ist bezeichnend für die derartige Verfahrensweise. Im Übrigen: Auch in den Einzelgesprächen mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern konnten unsere Fachverbände nicht davon überzeugt werden, dass ein solcher Mechanismus in voller Objektivität und Sachlichkeit hätte umgesetzt werden können...

fonction publique: ... so dass – salopp ausgedrückt – für Sie noch längst nicht alles in Butter ist...

Romain Wolff: Mitnichten! Das größte Problem bei der von Regierungsseite

beabsichtigten Gehälterrevision besteht doch in deren Kostenneutralität. Unterm Strich darf es angeblich nichts kosten. Das aber ist für uns inakzeptabel. Und hat es in der Vergangenheit übrigens niemals gegeben. Dies umso mehr, als selbst die von Regierungsseite in Auftrag gegebene Vergleichsstudie der Gehälter ergeben hat, dass – und das zählt für alle Laufbahnen und Verwaltungen – sowohl die Verantwortlichkeiten als auch die Zuständigkeiten und Arbeitsweisen seit der letzten Gehälterreform sich grundlegend verändert haben. Ich darf daran erinnern, dass im Jahre 1986 zuletzt Anpassungen vorgenommen wurden. Damals war es in der Tat im Rahmen des sogenannten Härte-Fälle-Gesetzes zu punktuellen Verbesserungen gekommen. Seither hat sich nichts mehr getan. Die Welt aber ist eine andere geworden. Denken Sie nur an die zunehmende Informatisierung, der Prozess der schleichenden, aber ständig intensivierten Durchdringung der elektronischen Datenverarbeitung, der auch in unseren Verwaltungen Einzug gehalten hat. Die Studie bestätigt dies auf markante Weise. Dass dann aber die falschen Schlussfolgerungen aus derart eindeutigen Feststellungen gezogen werden, bleibt für uns unverständlich.

fonction publique: Auch soll das umstrittene Bewertungssystem, wie Sie eben gesagt haben, nicht mehr in vollem Umfang umgesetzt werden. So hieß es zumindest in der Erklärung des Premierministers zur Lage und zu den wirtschaftlichen Aussichten der Nation. Dieses Einlenken auf Regierungsseite reichte der CGFP, um an den Verhandlungstisch zurückzukehren...?

Romain Wolff: Lassen Sie mich zunächst eins richtig stellen: Entgegen einer weit verbreiteten Meinung hat die CGFP die Gespräche nicht beendet, wie ich in jüngster Vergangenheit mehrfach in einer regierungsnahen Tageszeitung lesen musste. Fakt ist, dass wir zum Jahresende mehrfach zu Gesprächen mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Regierungsmitgliedern beisammen waren. Und Fakt ist auch, dass die CGFP die Fortführung dieser Gespräche zu einem bestimmten Zeitpunkt als sinnlos empfunden hat, weil es einzig und allein darum ging, die CGFP-Vertreter von einem System zu überzeugen, von dem sie alles andere als angetan waren und sind. Mit Verlaub – sozialpartnerschaftliche Verhandlungen stellen wir uns jedenfalls anders vor. Und aus diesem Grunde haben wir auch in unserer Pressemitteilung vom 3. Dezember 2010 ganz bewusst nicht von Gesprächen gesprochen, die für die CGFP beendet seien, sondern von Verhandlungen, die nach unserem Ermessen in einer Sackgasse feststeckten. Ich bitte darum, diesen feinen Unterschied ein für allemal zur Kenntnis zu nehmen.

fonction publique: Dennoch: Die CGFP ist wieder verhandlungsbereit...?

Romain Wolff: An uns soll es nicht liegen. Solange es dabei um Fragen allgemeinen Interesses geht, ist die CGFP als alleinige national repräsentative Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst auch bereit, hierüber zu verhandeln. Sektorielle Belange jedoch müssen mit den sektoriellen Fachverbänden verhandelt werden. So ist die CGFP aufgestellt, und so funktioniert die CGFP auch. Und das seit jeher. Und weil die über 60 CGFP-Mitgliedsorganisationen unterschiedliche Laufbahnen und damit auch unterschiedliche Interessen

„Mit einem Federstrich soll in Jahrzehnten mit viel Einsatz Errungenes einfach weggefegt werden“, sagt CGFP-Generalsekretär Romain Wolff. Dass die CGFP dazu ihre Zustimmung verweigere, müsse einem jeden einleuchten.



vertreten, ist es ja auch so wichtig, dass sie ihre berechtigten Forderungen in Einzelgesprächen mit den verantwortlichen Regierungsmitgliedern und Ressortministern vorbringen und verhandeln können.

fonction publique: Noch einmal die Frage an Sie: Ist die CGFP auch weiterhin zu Verhandlungen bereit?

Romain Wolff: Zu wirklichen Verhandlungen Ja, zu Diskussionen, bei denen bereits von Anfang an die Ergebnisse nach Regierungsgusto feststehen müssen, Nein. Das haben wir bei der mit den Beamtenministern stattgefundenen Zusammenkunft auch deutlich gemacht. Die zuständigen Minister missbrauchten unsere Dialogbereitschaft bislang, um weitere Verschlechterungen am Beamtenstatut vornehmen zu wollen. Wenn man seinen Verhandlungspartner ernst nimmt, dann tut man so was nicht.

fonction publique: Wie darf man das verstehen...?

Romain Wolff: Nun, ganz einfach: Noch vor Beginn der Verhandlungen vom Tisch genommene diabolische Vorhaben zum bestehenden Statut waren über Nacht, ganz ohne den vielbeschworenen Sozialdialog, wieder in den Regierungstext eingeflossen. So etwas ist für uns nicht hinnehmbar.

fonction publique: Die Regierung hält also am geplanten Sozialabbau im öffentlichen Dienst fest?

Romain Wolff: So sieht es aus! Der Vorentwurf zum Gesetzestext beinhaltet nicht weniger als ein Dutzend unbegründeter Austeritätsmaßnahmen. Mit einem Federstrich soll in Jahrzehnten mit viel Einsatz Errungenes einfach weggefegt werden. Dass die CGFP dazu ihre Zustimmung verweigert, müsste einem jeden einleuchten.

fonction publique: Und wie wird ihre Reaktion darauf ausfallen?

Romain Wolff: Wenn die jetzt angestrebten Verhandlungen zu nichts führen, werden unsere Gremien umgehend einberufen, um über die weitere Vorgehensweise zu entscheiden. Weitere Aktionen scheinen dann jedenfalls unausweichlich.

fonction publique: In der Frage um eine deutliche Herabsetzung der Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst hat die CGFP zum Teil Genugtuung bekommen. Wie aber verhält es sich mit der Entschädigung für angehende Beamten während ihrer Ausbildungszeit, die nach Darstellung des Premierministers künftig nur noch 80 Prozent eines Anfangsgehalts betragen soll?

Romain Wolff: Nun, die CGFP fordert seit längerem eine grundlegende Reform der „Stage“-Zeit für angehende Beamten. Die Erweiterung der Ausbildungszeit um ein Jahr kann in bestimmten Verwaltungen durchaus Sinn machen, erlaubt sie dem Anwärter doch, sich mit der immer komplizierteren Materie vertraut zu machen. In anderen Tätigkeitsfeldern hingegen reichen die jetzt üblichen zwei Jahre vielleicht aus. Und dann muss natürlich auch über die Inhalte der Berufsbildung gesprochen werden. Sie sehen: Die Regelung der Entschädigung während der „Stage“-Zeit ist für uns ein Element unter vielen. Die Festlegung aber darf nicht einseitig beschlossen werden, sondern muss Gegenstand von ergebnisoffenen Verhandlungen bleiben, gar keine Frage. Der Premierminister hat in seiner Erklärung ja Dialogbereitschaft angekündigt, die beiden Beamtenminister haben das jetzt auch getan. Nun: Die CGFP ist auch zum Dialog bereit.

fonction publique: Diese Dialogbereitschaft geht auf CGFP-Seite aber nicht so weit, dass Sie das Angebot des Beamtenministers, vor einer CGFP-Vorstandskonferenz zu sprechen, annehmen könnten?

Romain Wolff: Die CGFP-Vorstandskonferenzen sind in der Regel keine Festveranstaltungen. Diejenige vom 7. Februar 2011 war zugleich eine Protestversammlung, in deren Rahmen u.a. die Forderung nach Einzelgesprächen mit den CGFP-Fachverbänden laut wurde. Auf Druck der CGFP-Vorstandskonferenz haben diese Gespräche mittlerweile stattgefunden. Das war der richtige Weg. Alles andere wäre doch völlig daneben

gewesen. Denn schauen Sie: Der CGFP als Dachverband gehören weit über 60 Mitgliedsorganisationen an, die, wie eben erwähnt, verschiedene Laufbahnen und damit völlig unterschiedliche Berufsinteressen vertreten. Sie alle haben ein Recht darauf, ihre legitimen Anliegen und Forderungen vorzubringen. Das geht allerdings nur in Einzelgesprächen. Überhaupt erst auf den Gedanken zu kommen, solche Einzelgespräche abzulehnen, finden wir jedenfalls äußerst taktlos, um es einmal höflich auszudrücken.

fonction publique: Stichwort Gehälterverhandlungen...

Romain Wolff: Wie eingangs erwähnt, stecken wir in der Tat mitten in diesen Verhandlungen. Als das im vergangenen Juli für eine Laufzeit von einem Jahr mit der Regierung unterzeichnete Besoldungsabkommen zum Jahresende 2010 auslief, reichte die CGFP termingerecht ihren Forderungskatalog ein, der als Grundlage für die laufenden Verhandlungen dient.

fonction publique: Im vergangenen Jahr haben Sie sich mit einem recht bescheidenen Ergebnis zufrieden gegeben...

Romain Wolff: Auch wenn es in 2010 zu keiner Punktwerthöhung gekommen ist, so sieht das Abkommen doch eine Reihe punktueller Verbesserungen vor. Aber Sie liegen richtig: Wie schon so oft in der Vergangenheit, hat die CGFP auch in 2010 den Beweis erbracht, dass sie zu vernünftigem und verantwortungsbewusstem Handeln bereit ist. Weil zu dem Zeitpunkt allerdings noch nicht absehbar war, wie sich die staatlichen Finanzen und damit die Lage des Landes kurzfristig entwickeln könnten, haben wir in der Tat von weitreichenden Gehaltsforderungen abgesehen. Aus demselben Grunde haben wir im Gegenzug auf ein Abkommen mit einer kurzen Laufzeit gepocht. Und wenn ich mir das jüngste Zahlenmaterial der Regierung anschau, dann lagen wir nicht so falsch mit unserer Vermutung, dass sich die Finanzlage des Staates weitaus schneller erholen könnte als ursprünglich vorhergesagt.

fonction publique: Trotzdem hat der Premierminister in seiner Erklärung zur Lage der Nation daran erinnert, dass in der Abgeordnetenkammer – abgesehen von einer Ausnahme – ein Konsens für Nullrunden bis ins Jahr 2014 bestanden haben soll...

Romain Wolff (lächelt): Ich denke, wir sollten uns nicht auf Aussagen stützen, die so einstimmig nicht gemacht wurden und in eine Zeit zurückführen, in der die Welt noch eine ganz andere war. Im Sinne einer gut verstandenen sozialpartnerschaftlichen Beziehung sollten Gehälterverhandlungen für den öffentlichen Dienst mit der dafür zuständigen Gewerkschaftsorganisation geführt werden – und das ist die CGFP. Ganz im Sinne eines vernünftigen Sozialdialogs müssen solche Verhandlungen ergebnisoffen sein, und die Ergebnisse dürfen nicht durch vorher gemachte Äußerungen vorweg genommen werden. Ich denke, wir sollten an dem bewährten Modell festhalten. Ein Regierungsmitglied hat uns einmal zu verstehen gegeben, nirgendwo auf der Welt gebe es soviel Sozialdialog wie in Luxemburg. Dem kann man natürlich entgegenhalten, dass es auch nirgendwo auf der Welt so wenige Sozialkonflikte gibt wie in Luxemburg. Darauf dürfen wir stolz sein. Im Übrigen: Die CGFP wartet immer noch – vier Monate nach Einreichen ihres Forderungskatalogs – auf ein verhandlungsfähiges Angebot der Regierung.

fonction publique: Sie wollen den Ausgang der Verhandlungen also von der Entwicklung der Staatsfinanzen abhängig machen...

Romain Wolff: Ich will es mal so ausdrücken: Vor dem Hintergrund des

jüngsten, uns nun vorliegenden Zahlenmaterials wird es schwierig, wenn nicht unmöglich, einer Nullrunde für 2011 zuzustimmen. Mittlerweile ist gewusst, dass die staatlichen Einnahmen für 2010 fast eine Milliarde Euro über den Erwartungen liegen. Und für 2011 hält dieser Trend weiterhin an: Im Januar 2011 überstiegen die Einkünfte des Zentralstaates diejenigen von Januar 2010 um 157 Millionen Euro. Und in den ersten zwei Monaten dieses Jahres lag der Zuwachs gegenüber der Vergleichsperiode von 2010 gar bei 436 Millionen Euro. Selbst das nach den sogenannten Maastricht-Kriterien berechnete Staatsdefizit für das Jahr 2010 ging nach Aussagen des Finanzministers von den ursprünglich geschätzten 3,9 Prozent des BIP auf 1,7 Prozent zurück. Für 2011 war die Regierung zunächst von einem Minus von 3 Prozent oder 1.239 Millionen ausgegangen. Bei seiner Präsentation sprach der Finanzminister noch von einem Defizit von gerade mal 1,2 Prozent oder 521 Millionen Euro. Das kommt einer Verbesserung von immerhin um die 700 Millionen Euro oder 28 Milliarden alter Luxemburger Franken gleich.

fonction publique: Und trotzdem will die Regierung an dem Ende 2010 geschnürten Sparpaket festhalten...

Romain Wolff: Auch in dieser Frage wird es schwierig werden, die Sozialpartner von dieser Notwendigkeit zu überzeugen. Die CGFP jedenfalls sieht sich aufgrund der nun vorliegenden Zahlen in ihrer Einschätzung bestätigt, dass sich die Finanzen auf Ebene des Zentralstaates viel schneller erholen als zunächst befürchtet. Wir schließen selbst nicht mehr aus, dass es bereits für 2011 statt des angekündigten Defizits einen Maastricht-Überschuss geben kann. Nach Bekanntgabe des jüngsten Zahlenmaterials stellt sich für die CGFP jedenfalls die grundsätzliche Frage, ob das Spar- und Steuerpaket der Regierung in seiner gesamten Tragweite noch angebracht ist. Unsere Antwort darauf lautet klar und deutlich: Nein!

fonction publique: Einer Verlängerung der zur Bewältigung der Finanzkrise eingeführten Krisenabgabe zu Lasten der natürlichen Personen über das Jahr 2011 hinaus kann die CGFP vor dem Hintergrund der jüngsten Entwicklungen also nicht mehr zustimmen?

Romain Wolff: Auf gar keinen Fall. Dies umso mehr, als die gesamte Steuerlast ohnehin immer mehr von den kommerziellen Gesellschaften auf die natürlichen Personen übertragen wird.

fonction publique: Themenwechsel: In Sachen Pensionsreform reagierte der Sozialminister auf den Widerstand der Gewerkschaften mit dem Hinweis, die Gespräche hätten nicht einmal begonnen. Auch der jüngste CGFP-Nationalvorstand hatte Kritik an den vorgelegten Plänen zur Umsetzung einer solchen Reform geübt. War der Zeitpunkt dafür verfrüht?

Romain Wolff: Das Grundmodell steht, heißt es von politischer Warte, und die großen Linien lassen sich erkennen. Auffallend ist dabei vor allem, dass die erwogenen Maßnahmen, genau wie die beabsichtigte Herabsetzung der Entschädigung für Anwärter zum Staatsdienst, wieder einmal zu Lasten der jüngeren Beschäftigten gehen sollen. Und genau das wurde vor dem CGFP-Nationalvorstand auch kritisiert. Auf der einen Seite sollen die Menschen länger im Arbeitsprozess bleiben, auf der anderen Seite müssen mehr junge Erwerbssuchende in Arbeit gebracht werden. Sie sehen, das vorgelegte Modell setzt eine massive Schaffung von Arbeitsplätzen voraus, sonst gelingt dieser Spagat nicht. Im Übrigen darf ich daran erinnern, dass der öffentliche Dienst schon einmal

CGFP: Massiver Sozialabbau im öffentlichen Dienst bereits beschlossene Sache?

Im Vorfeld der entscheidenden Zusammenkunft der CGFP-Vertreter mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ministern am vergangenen 21. April deutete so manches schon darauf hin, dass die Regierung, ohne erkennbaren finanziellen Zwang, jedoch ohne Rücksicht auf Verluste, Sozialabbau in großem Stil im öffentlichen Dienst und darüber hinaus längst beschlossen hat. Dies, obschon bis vor kurzem bloß von Ideen und Überlegungen die Rede ging, die man doch noch entwickeln dürfe.

In diesem Zusammenhang eine Klarstellung: Es waren die beiden Beamtenminister, die – entgegen anderweitigen Behauptungen – dem Dialog ein abruptes Ende setzten, indem sie vorgaben, kein Verhandlungsmandat mehr zu besitzen und das Reformpaket und damit die Verantwortung an die Regierung übertragen zu haben, an die man sich fortan wenden müsse.

Hatte die CGFP in der Erklärung des Staatsministers zur Lage der Nation Ansätze einer Abkehr von der auf Konfrontation ausgerichteten Regierungspolitik vermutet, so bestätigt sich inzwischen, dass die Regierung auf ihrem Kollisionskurs beharrt.

Das am Mittwoch, dem 13. April 2011, dem Ministerrat vorgelegte, voluminöse „Reformwerk“ beinhaltet nicht weniger als ein Dutzend für die CGFP schlicht unannehmbare, einschneidende sogenannte Sparmaßnahmen, in Wirklichkeit Sonderopfer, die rücksichtslos und um jeden Preis aufgezwungen werden sollen.

Dazu gehören zum Beispiel die Abschaffung der Annalen, der ersten zutretenden Biennale, des „âge fictif“ (was einer Reduzierung der eigentlichen Anfangsgehälter gleichkommt), die Herabsetzung der Anwärtervergütung um sage und schreibe 20%, bedeutend verschlechterte Beförderungsbedingungen während der gesamten Laufbahn, die Herabsetzung der Weiterbildungszeit im Verwaltungsinstitut INAP, eine als reine Sparmaßnahme gekennzeichnete Verlängerung der Anwärterzeit, eine gravierende Veränderung bei der Zuteilung der Familienzulage usw. usf... .

Diese Austeritätsmaßnahmen sollen in einem Moment umgesetzt werden, in dem die Staatseinnahmen sich wieder auf ganz hohem Niveau bewegen. In der Tat: Die staatlichen Einnahmen lagen 2010 fast eine Milliarde Euro über den Erwartungen und dieser Trend setzt sich auch in den ersten zwei Monaten des laufenden Jahres fort: Der rekordverdächtige Zuwachs im Vergleich zur gleichen Periode 2010 lag noch einmal rund 436 Millionen Euro an Einnahmen höher.

Die vorgesehenen Einschnitte sind reiner Sozialklau am öffentlichen Dienst und für die CGFP nicht hinnehmbar.

Und nicht genug damit: In großem Maße soll das derzeitige Beamtenstatut ausgehöhlt werden, das „Einheitsstatut“ lässt grüßen. Die CGFP wird sich dem, sollte die Regierung auf ihrem Irrweg beharren, entschieden widersetzen! Unter dem Deckmäntelchen einer vermeintlichen „Modernisierung“, die für den Bürger eher Rückschritt als Fortschritt bringen wird, strotzt die geplante Reform nur so von Sozialabbau und bedeutet ein regelrechtes Attentat auf das öffentlich-rechtliche Statut.

Am Donnerstag, dem 21. April 2011, sollte sich herausstellen, ob die für den öffentlichen Dienst zuständigen Minister noch echte Verhandlungen anstreben oder an ihrer bisherigen Taktik des „c'est à prendre ou à laisser“ festhalten. Der am 13. April an die CGFP gesandte Brief beinhaltet eine ganze Reihe von gezielten Provokationen, die darauf hindeuten, dass der Sozialklau bereits beschlossene Sache ist.

Die CGFP ihrerseits bleibt zum aufrichtigen Dialog bereit, Diskussionen, rein für die Galerie, kommen jedoch nicht mehr in Frage! Sollten die Gespräche von Seiten der Regierung zum Scheitern gebracht werden, muss sie die volle Verantwortung für ihre äußerst fragwürdige Verfahrensweise übernehmen. In diesem Falle sind weitere gewerkschaftliche Aktionen der CGFP nicht mehr zu verhindern!

eine Pensionsreform über sich ergehen lassen musste. Das war Ende der 90er Jahre der Fall. Rücksichtslos wurde unser Pensionssystem von der damaligen CSV/LSAP-Mehrheit zerschlagen. Wie sagt doch ein altbewährtes Sprichwort: Ein gebranntes Kind scheut das Feuer. Wir sind und bleiben in dieser Frage äußerst wachsam...

fonction publique: ...das umso mehr, als der öffentliche Dienst auch noch von der Möglichkeit auf eine Zusatzpension nach dem „zweiten Pfeiler“ ausgeschlossen ist...

Romain Wolff: Sie sprechen da ein sehr heikles Thema an, das uns seit Jahren beschäftigt. Für uns jedenfalls bleibt dieser Ausschluss verfassungswidrig. Wir richten einen eindringlichen Appell an die Regierung, im Zuge der Neuregelung der Pensionsregime in dieser Angelegenheit einzulenken. Sonst sehen wir uns auf einmal doch verpflichtet, unsere legitimen Ansprüche in dieser Frage vor Gericht einzuklagen.

fonction publique: Die Wohnungsproblematik war ein weiteres zentrales Thema, mit dem sich der CGFP-Nationalvorstand eingehend befasste...

Romain Wolff: Neben den steigenden Arbeitslosenzahlen sind der Wohnungsbau und – damit verbunden – die überdurchschnittlich hohen Immobilienpreise in Luxemburg das Thema schlechthin,

das einer dringenden Lösung bedarf. Ich denke, in dieser Frage brauchen wir in der Tat „eine breite Debatte“, wie sie die Politik Ende vergangenen Jahres angekündigt hat. Leider ist eine solche Debatte noch vor der Vorstellung des Wohnungspakets des zuständigen Ministers ausgeblieben, was mehr als bedauerlich ist. Ob Maßnahmen, wie die nun angekündigte Halbierung der Steuerervergünstigung bei der Anwendung des „Bélegens Akt“ auf Nicht-Niedrigenergiehäuser der richtige Weg sind, bleibt für uns allerdings mehr als fraglich. Es sieht so aus, als wolle die Regierung ihre letztjährigen Sparmaßnahmen nun in neuem Gewand präsentieren. Was stattdessen benötigt wird, sind reelle Fördermaßnahmen, und das gerade jetzt, wo die EZB eine erste Zinserhöhung bereits beschlossen hat und weitere nicht ausschließt. Dass der Wohnungsbau nun auf einmal „einen grünen Anstrich“ erhalten soll, ist ja noch nachvollziehbar. Nur dürfen die neuen Auflagen nicht so ausgerichtet sein, dass der Zugang zum Eigenheim noch schwieriger wird als das heute schon der Fall ist. Die CGFP jedenfalls ist gerne bereit, sich konstruktiv in diese Debatte einzubringen, sollte sie denn einmal stattfinden.

fonction publique: Herr Wolff, vielen Dank für dieses Gespräch.

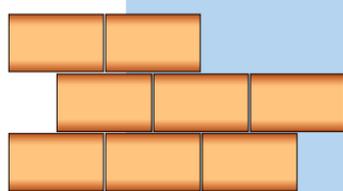
Die Fragen stellte Steve Heiliger



CGFP-Baukredit



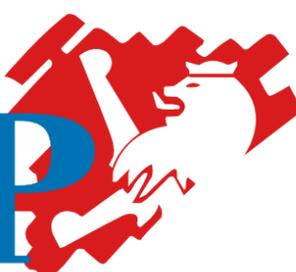
Ihr Vorteil



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP 

StandPunkte

Nach dem Lobgesang auf die Staatsdiener, von höchster politischer Warte am Rednerpult der Kammertribüne, wurde Dialogbereitschaft bei der anstehenden Gehälterreform im öffentlichen Dienst angekündigt. Dies gab Anlass zu Optimismus und ließ wieder einen Funken Hoffnung aufkommen, endlich in wirkliche Verhandlungen, mit Argumenten und Gegenargumenten, eintreten zu können, denn bei den bisherigen Gesprächen – es kann nicht von Verhandlungen gesprochen werden – konnte man keinen Ansatz von Dialog spüren, handelte es sich doch eher um ein gebetsmühlenartiges Lobpreisen eigener Ideen, ein Beharren auf Regierungspositionen, welche sich weder auf eine fundierte Untersuchung noch auf positive Beispiele stützen konnten. Dabei wurde der weitere Verlauf der Verhandlungen immer wieder an Bedingungen geknüpft wie etwa: „Wenn Ihr das ‚System‘ (Berwertungssystem) nicht akzeptiert, macht es keinen Sinn, weiter zu diskutieren“ oder „Falls wir (CGFP-Dachorganisation und Regierung) uns nicht einigen können, werden wir (Regierung) nicht mit den CGFP-Fachverbänden sprechen“ usw...

Die CGFP hat jederzeit darauf bestanden, und wird dies aus in Zukunft tun, dass die Verhandlungen – falls die Regierung überhaupt noch die Absicht hat, solche zu führen – welche die einzelnen Sektoren betreffen, mit den zuständigen Fachverbänden geführt werden, weil derartige Aufgaben nicht in den Zuständigkeitsbereich der Dachorganisation CGFP fallen wie dies aus Artikel 5 der CGFP-Satzung hervorgeht.

„Article 5 des statuts de la Confédération Générale de la Fonction Publique – CGFP – :

Les questions d'ordre général, tant sur le plan professionnel qu'en matière sociale, ainsi que les questions touchant à l'intérêt commun de la collectivité nationale sont du ressort exclusif de la Confédération. (...)

(...) Les intérêts particuliers à une catégorie de fonctionnaires sont traités d'une manière autonome par l'organisation à laquelle ceux-ci appartiennent.

Les organisations affiliées gardent leur complète autonomie pour les problèmes qui leur sont propres.“

Minister Biltgen, der dies zunächst ablehnte, letztendlich dennoch einlenkte und dem Druck der CGFP nachgab, indem er sich bereit erklärte, die Mitgliedsorganisationen zu empfangen, müsste als gelernter Jurist nicht nur für diese Vorgehensweise Verständnis haben, sondern darüber hinaus genau wissen, dass Berufsorganisationen (asbl) sich an ihre Satzung zu halten haben – die gesetzliche Grundlage sieht das so vor und regelt das Zusammenleben der einzelnen Mitglieder, auf die CGFP übertragen das Zusammenleben mit den CGFP-Fachverbänden. Niemand kann sich hierüber hinwegsetzen – auch kein Minister!

Es ist unerlässlich, dass der Staatsapparat aus den verschiedensten Berufsgruppen besteht, um so den vielfältigen Aufgaben einer Staatsverwaltung auch gerecht zu werden – dies im Sinne eines effizienten öffentlichen Dienstes an seinen Bürgern. Diese unterschiedlichsten Berufsgruppierungen sind kein Nebenein-

Verhandlungskompetenzen – mehr als ein Schlagwort!



Camille M. Weydert, CGFP-Vizepräsident

ander, sondern jede Einzelne von ihnen erfüllt ihren Zweck und arbeitet genau und verlässlich wie ein Rad in einem Uhrwerk. Diese Vielfalt unterschiedlichster Kompetenzen ermöglicht nicht nur eine ständige Selbstkontrolle, sondern macht den luxemburgischen öffentlichen Dienst zu einer effizienten, performanten und bürgernahen Verwaltung, die im europäischen Stimmungsbarometer der Staatsverwaltungen mit an der Spitze liegt!

Aufgrund der unterschiedlichen Aufgaben, Interessen und Pflichten ist es nur normal, dass den einzelnen Berufsgruppen der ihnen zustehende Respekt entgegengebracht wird. Konsequenterweise zieht dies – wie in der Vergangenheit geschehen – auch einzel geführte Verhandlungen nach sich. Diese Verantwortungslage können auch die heute für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortminister nicht einfach ignorieren. Die CGFP jedenfalls besteht auf wirklichen Verhandlungen, nicht auf einfachen Anhörungen. Hierbei darf es nicht bleiben, sollten die demokratischen Spielregeln auch weiterhin gelten, müssen hieraufhin jetzt regelrechte Verhandlungen geführt werden, nicht der Verhandlungen wegen, sondern um auf diese Weise den Sozialdialog zu gewährleisten und den sozialen Frieden auch weiterhin zu sichern.

Die Beamten und Angestellten des öffentlichen Dienstes haben stets bewiesen, dass sie zu vernünftigem Handeln bereit sind, dass sie verantwortungsbewusst ihren Aufgaben nachkommen, und diese Eigenschaften gelten auch bei der Ausübung ihrer Gewerkschaftstätigkeiten. Die Regierung sollte die Anliegen ihrer Staatsdiener ernst nehmen und den Bogen nicht überspannen, um so keinen Sozialkonflikt heraufzubeschwören!

Wichtig scheint, dass mit aller Deutlichkeit gezeigt wird, dass wir uns dem offensichtlich von Regierungsseite gewollten Einheitsbrei widersetzen. Die Vielfalt und Diversität tragen nicht nur in der Natur zum Überleben und zur Weiterentwicklung von Fauna und Flora bei, sie sind auch in unserer Gesellschaft unabdingbar zur Förderung des allgemeinen Fortschritts. Negative Beispiele von Einheitspartei, Einheitsstatut, Einheitsgewerkschaft, Einheitsdenken usw. usf. gibt es zur Genüge – auch in der heutigen Zeit.

CGFP – Internet-Site

cgfp.lu jetzt

- noch moderner
- noch schneller
- noch übersichtlicher



www.cgfp.lu

Beim Wort genommen!

Liebenswürdigkeiten aus der LW-Redaktion (Teil 2)

„(...) kaum hatten die Gespräche begonnen (...) verließ die Staatsbeamten-gewerkschaft den Verhandlungstisch.“
Dani Schumacher, 21.12.2010

„Weil sie über beide Punkte partout nicht verhandeln will, baut die CGFP nun eine Drohkulisse auf.“
Dani Schumacher, 21.12.2010

„So dialogbereit sich Biltgen und Modert auch geben mögen: Die CGFP-Verantwortlichen schalten auf stur.“
Joëlle Merges, 08.02.2011

„Man gibt sich reformwillig – jedoch nur, wenn die Reform in die Richtung geht, die der Gewerkschaft gerade passt.“
Joëlle Merges, 08.02.2011

„Dass die Gewerkschaftsspitze dieses Dialogangebot zurückweist, ist für den Beamtenminister unverständlich. Wir wollen doch bloß unsere Ideen in aller Ruhe darlegen. Dass die CGFP es ablehnt, über Ideen zu sprechen, ist bedenklich.“
Joëlle Merges, 09.02.2011

„Außer einem breiten, globalen und tosenden Nein ist hier von der Beamtengewerkschaft nichts Konkretes zu hören.“
Marc Glesener, 09.02.2011

„François Biltgen und Octavie Modert wollen sich von der CGFP das Denken nicht verbieten lassen.“
Joëlle Merges, 09.02.2011

„(...) gegen Neuerungen im öffentlichen Dienst hat sich schnell protestiert.“
Joëlle Merges, 24.02.2011

„Darüber, wie Leistung und Effizienz in einem positiven Ansatz in das Be-soldungssystem eingebaut werden könnten, auch kein Wort. Stattdessen wird gemauert.“
Marc Glesener, 09.02.2011

„(...) der CSV-Kongress (...) Vielleicht ein Kongress gegen die CGFP? (...) Ein Kongress gegen Stillstand? Ein Kongress für Reformen? (...) Von alledem ein bisschen.“
Laurent Zeimet, 26.03.2011

Für Wahrheit und Recht – ein hoher Anspruch

Angesichts einer ganzen Reihe so genannter „Reaktionen“ in der März-Ausgabe des CGFP-Organs „fonction publique“ (N. 212, S. 6-7) und in der Sorge um eine ausgewogene Darstellung halten wir folgende Klarstellungen und klärende Worte für angebracht:

– Das „Luxemburger Wort“ ist nicht staatsbeamtenfeindlich. Das hat die Zeitung immer und immer wieder untermuert. Die Zeitung steht für einen starken öffentlichen Dienst und hat Respekt vor den tausenden Beschäftigten, die diesen tragen. Kritisches Analysieren und Hinterfragen von Gewerkschaftspositionen kann nicht mit Attacken auf eine Berufsgruppe gleichgestellt werden. Wir haben einen hohen Anspruch („Für Wahrheit und Recht“) und bemühen uns, diesem Leitmotiv gerecht zu werden.

– Es ist eine böswillige Unterstellung, zu behaupten, Zeitung und/oder Redaktion seien die Initiatoren von „Hetzkampagnen“ oder „Hetz Tiraden“ gegen eine bestimmte Berufsgruppe. Das wäre nicht zu tolerieren und würde auch nicht toleriert. Wir bemühen uns um eine möglichst sachliche Berichterstattung und um die Trennung von Bericht und Kommentar. Letzterer muss das kritische Betrachten komplexer Zusammenhänge und Themenfelder zulassen, dazu gehört natürlich auch die Zukunft des öffentlichen Dienstes oder diese oder jene Positionierung einer Gewerkschaft. Was die Berichte anbelangt, so ist uns stets an einer Objektivierung gelegen. Deshalb hatten wir auch, um nur dieses Beispiel zu nennen, vor Wochen den Beamtenminister und den CGFP-Generalsekretär zu einem gemeinsamen Interviewtermin gebeten. Romain Wolff jedoch sagte das Gespräch nach einer Zusage überraschend ab.

– Wer die Kommentare in Sachen CGFP als Übergriffe „unflätiger Schreiberlinge“ betitelt, vergreift sich nicht nur im Ton, sondern verunglimpft damit Journalisten, die ihre Arbeit nach bestem Wissen und Gewissen erledigen und dabei, „ligne éditoriale oblige“, besonderen Wert auf eingehende Recherche, Fairness, Verantwortung und Ausgewogenheit legen.

– Wir können es nicht akzeptieren, als „Presse-Desperados“ beschimpft zu werden, denen „verwerfliche Machenschaften“ vorgeworfen werden. Man nenne Ross und Reiter!

– Ebenso sind wir Redakteure vom „Luxemburger Wort“ keine Menschen,

die sich durch eine „angeborene Abneigung gegenüber der Staatsbeamten-gewerkschaft“ auszeichnen. Uns stört der Vorwurf selbst. Uns stört aber noch viel mehr die Rhetorik, die an die dunkelsten Kapitel luxemburgischer Geschichte erinnert. Nein, so schreibt und redet man nicht!

– Was die CGFP, besser gesagt unser editoriales Verhältnis zu der Gewerkschaft anbelangt, so sei an dieser Stelle an den Leitartikel zum 100. Geburtstag der CGFP erinnert, der am 9. Dezember 2009 im „Luxemburger Wort“ veröffentlicht wurde. Was geschrieben wurde, gilt auch heute noch! Hier der Wortlaut, zum Nachlesen und zum Nachdenken:

Die CGFP feiert Geburtstag. 100 Jahre wird sie alt, die stolze Staats-beamtengewerkschaft, die im Laufe ihrer Existenz immer und immer wieder direkten Einfluss auf das politische und soziale Werden des Landes genommen hat. Sie ist, und das im positiven Sinne, eine mächtige und erfolgreiche Lobby. Kaum eine andere Gewerkschaft kann, aus der Warte ihrer Mitglieder betrachtet, eine solche positive Bilanz aufweisen wie die CGFP. Ebenso unbequem wie konsequent wurden und werden auch heute noch die Interessen des öffentlichen Sektors verteidigt.

Wer für Anliegen der öffentlichen Bediensteten eintritt, stärkt mit seiner Aktion eigentlich auch eines der wesentlichen und unabdingbaren Fundamente des Staates. Diese Erkenntnis ist nicht neu. „Im Wechsel der Zeiten und Personen: war nicht in dieser langen Periode gerade unsere Beamtenschaft etwas wie der Garant der Beständigkeit dieses Staatswesens, der feste, gesicherte Rahmen, das starke, zuverlässige Gerüst, das Rückgrat aller Kontinuität in Staatswerdung und entsprechender Bewusstseinsbildung, kurz der berühmte ruhende Pol in der Erscheinungen Flucht?“ – Eine rhetorische Frage, gestellt vor 30 Jahren vom damaligen Wort-Chefredakteur André Heiderscheid. Eine rhetorische Frage, die die Rolle der Verwaltung im Staatsgefüge absolut treffend beschreibt und der eigentlich nichts hinzuzufügen ist. Es sei denn der Hinweis, dass auch denjenigen, die die Beamtenschaft vertreten, immer an innerer Ruhe, gesellschaftlichem Ausgleich und – um es im Gewerkschafterjargon auszudrücken – an sozialem Frieden gelegen sein sollte. Letzterer muss dabei in voller Breite dekliniert werden.

Privater Sektor und öffentlicher Dienst sind nämlich im Grunde zwei Seiten ein und derselben Medaille.

In der globalisierten Welt wird ein effizienter öffentlicher Dienst immer wichtiger und kann ein wesentlicher, ja sogar ein entscheidender Standortvorteil sein. Vorausgesetzt natürlich, das Angebot wird den hohen Ansprüchen gerecht, die vor allem die Wirtschaft an die Verwaltung stellt. Auch vor diesem Hintergrund bleibt die CGFP gefordert. Verschließt sie sich einer kritischen Hinterfragung öffentlicher Dienstleistungen und einer Debatte über Leistung, Qualität und Kosten wird sie der Verantwortung nicht gerecht, die an eine solch starke und einflussreiche national repräsentative Gewerkschaft herangetragen wird.

Dass die CGFP mit Verantwortung in einer gesamtgesellschaftlichen Dimension umgehen kann, stellte die Gewerkschaft nicht zuletzt in den 70er- und 80er-Jahren unter Beweis, als die

Krise Luxemburg fest im Griff hatte. Die Gewerkschaft, besser gesagt deren Mitglieder, übten und lebten Solidarität mit den Beschäftigten des Privatsektors. Man war dazu bereit, einen konkreten Beitrag zur Festigung des sozialen Zusammenhalts zu leisten. Auch das gehört zum Luxemburger Modell, das nur dann richtig funktioniert, wenn im entscheidenden Augenblick Weitsicht und Verantwortung stärker wiegen als Partikularinteressen und Korporatismus.

Die CGFP steht zu ihrem 100. vor großen Herausforderungen. Wie übrigens alle Gewerkschaften, die sich in Krisenzeiten neu definieren müssen und – ja, warum nicht? – das eigene Profil schärfen können. Aus der (nationalen) Verantwortung entlässt sie das jedoch nicht.

Im Namen aller LW-Redakteure,
Marc Glesener,
Chefredakteur des „Luxemburger Wort“

Anmerkung

Der Chefredakteur des „Luxemburger Wort“ hat uns also gebeten, vorstehende Zeilen in „fonction publique“ abzudrucken, dies als Reaktion auf Reaktionen auf „Wort“-Artikel. Dass sich der LW-Redaktionsvorsteher ausgerechnet auf das im Pressegesetz verankerte Antwortrecht beruft, erstaunt dann doch. Als Berufsjournalist müsste er nämlich wissen, dass das Antwortrecht ins Pressegesetz aufgenommen wurde, um Zeitungslesern, später auch Rundfunkhörern und Fernsehzuschauern, die sich angesprochen fühlen und keine andere Ausdrucksmöglichkeit haben, Gelegenheit zu geben, dennoch öffentlich Stellung zu beziehen. Wenn vor diesem Hintergrund jetzt das einst so mächtige „Luxemburger Wort“ auf sein „Antwortrecht“ in „fonction publique“ pocht, um erstaunlicherweise auf mehrheitlich bereits in der eigenen Presse veröffentlichte Leserbriefreize zu reagieren, ehrt uns das natürlich besonders. Uns ist es jedenfalls eine große Freude, dem LW unsere Spalten zur Verfügung zu stellen und ihm so eine Ausdrucksmöglichkeit zu geben, die es offensichtlich selbst nicht besitzt.

Und dann wäre da noch der erwähnte LW-Leitartikel zum 100-jährigen Bestehen der CGFP. Dass das LW die Beamtenschaft und die CGFP in sein Herz geschlossen hat, hat es insbesondere im CGFP-Jubiläumsjahr gleich mehrfach auf eindrucksvolle Weise deutlich gemacht. So beispielsweise in der Berichterstattung über den akademischen Festakt im Dezember 2009, immerhin der Höhepunkt der CGFP-Feierlichkeiten, bei der es die LW-Berichterstatterin doch wahrhaft fertig gebracht hatte, einen unvollständigen und damit dem Ereignis nicht gerade würdigen Beitrag zu veröffentlichen.

Dem waren im Übrigen gleich mehrere, alles andere als CGFP-freundliche LW-Kommentare vorausgegangen. Erst nachdem die CGFP ihrem Unmut über die wiederholt veröffentlichten, nicht gerade beamtenfreundlichen LW-Beiträge Luft gemacht hatte, ließ sich der LW-Chefredakteur dazu hinreissen, gewissermaßen als Wiedergutmachung ein paar nette Zeilen über die CGFP und die Beamtenschaft zu Papier zu bringen. Demnach, lieber Herr Glesener: Wenn schon „für Wahrheit“, dann bitteschön aber auch für die ganze Wahrheit.



Visitez notre site:
www.cgfp.lu

Der positive Kassensturz für 2010

Staatliche Haushaltskonten bestätigen die günstigen Erwartungen der CGFP

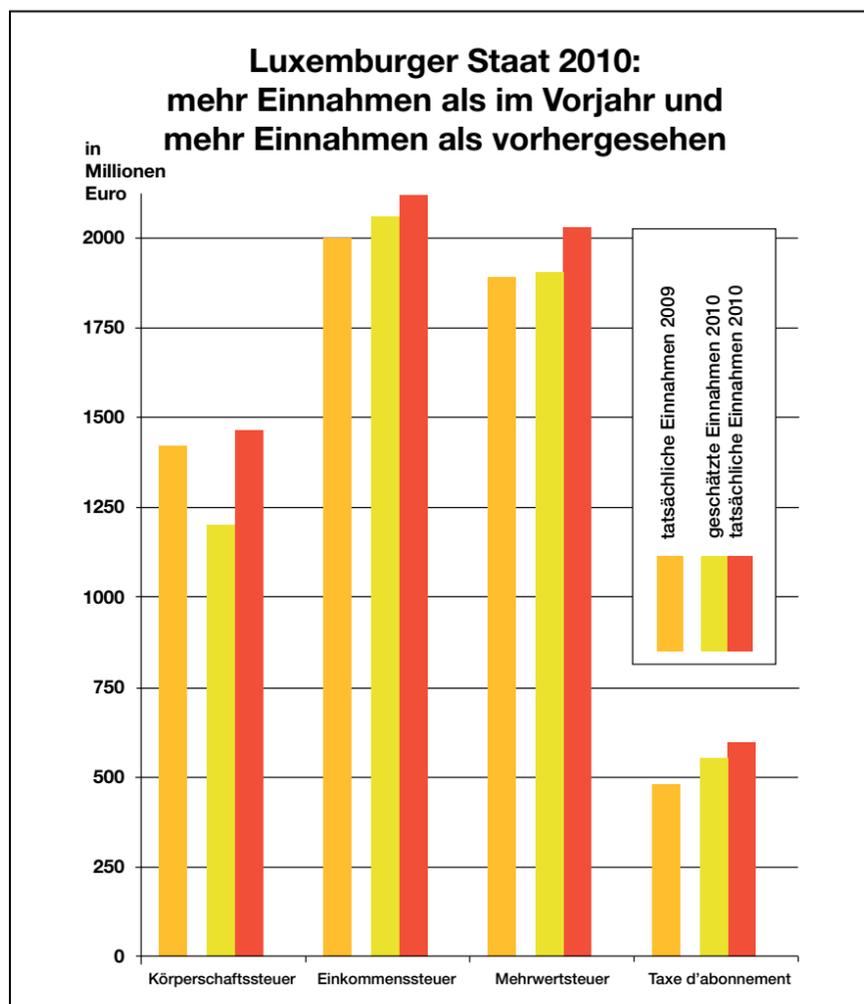
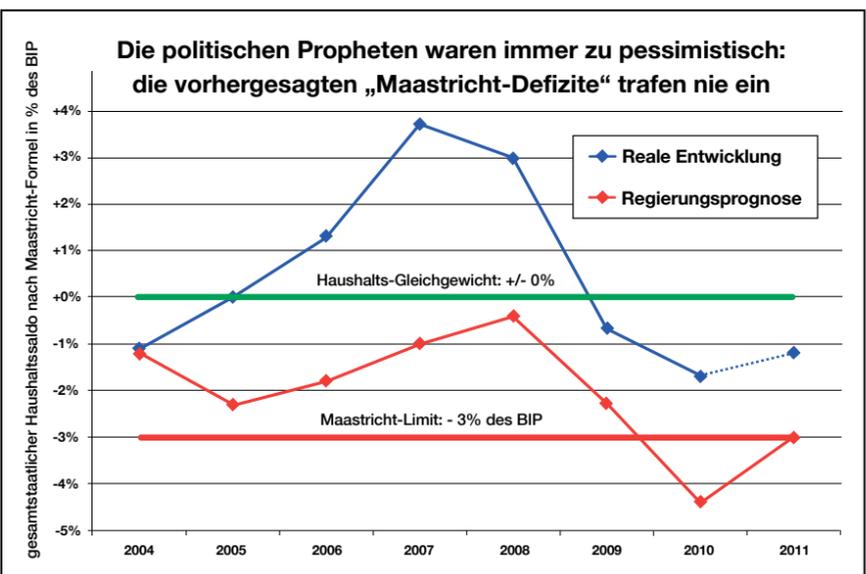
Die Zahlen der CGFP zur Entwicklung der Staatseinnahmen seien falsch, hatte es letztes Jahr von höchster Stelle geheißen. Heute haben wir die offizielle Bestätigung, dass unsere damalige Einschätzung nicht nur positiv, sondern auch korrekt war. (Die damals angeführten „CGFP-Zahlen“ waren ohnehin durch die Stateg-Verwaltung geliefert worden und stammten aus der Finanzinspektion.) Unser Fehler war lediglich, dass wir uns abseits des politisch korrekten Mainstreamdenkens bewegten. Schwamm drüber!

Vor einem Jahr sagten bekanntlich alle Würdenträger in Regierung, Parlament und Presse das Gleiche – manche Oppositionssprecher gar noch lauter als die Mehrheitsredner – und alle erfreuten sich an der gegenseitigen

Bestätigung ihrer düsteren Thesen. Nun aber liegen die provisorischen Haushaltskonten für 2010 vor; sie widersprechen den Kassandrasängen und bestätigen das gewerkschaftliche Misstrauen anlässlich der Frühjahrs-tripartite. Die Staatsfinanzen sind besser als ihr öffentlicher Ruf!

Gegenüber 2009 legten die Einnahmen des Zentralstaates im Rechnungsjahr 2010 um +584 Millionen € oder +5,6% zu. Im Vergleich zu den Erwartungen des Haushaltsgesetzes verzeichnete man sogar Mehreinnahmen von +991 Millionen € oder +9,9%. Die amtlichen Propheten lagen also nicht bloß leicht, sondern sehr beachtlich daneben.

Auf der Ausgabenseite überstiegen die tatsächlichen Staatsausgaben die



Haushaltskredite nur um +63 Millionen € oder +0,5%; im Vergleich zum Vorjahr aber betrug ihr Anstieg +828 Millionen € oder +7,8%. Die Regierung hat somit nicht auf die parlamentarischen Ultras gehört, die einen noch drastischeren Sparkurs forderten. Unsere Staatskonten bleiben natürlich krisenbedingt im Defizit, wie in allen Ländern der Welt. Das Ungleichgewicht aber erreichte nicht die erwarteten 2,3 Milliarden €. Dieser Gau war eine Falschmeldung.

Wie wiederholt von „fonction publique“ hervorgehoben, erholten sich die Steuereinnahmen spektakulär, und diese Tendenz hält auch weiter an. Die Körperschaftssteuer sollte von realen 1.417 Millionen € im Jahre 2009 gemäß Haushaltsgesetz 2010 auf 1.200 Millionen absinken. Tatsächlich wurden jedoch 1.460 Millionen eingenommen, +3% mehr als im Vorjahr und +22% mehr als vorausgesagt. Die Unternehmensprofite waren offensichtlich nicht so mager, wie es die Klageweiber von Fedil und Handelskammer verkündeten.

Die Mehrwertsteuer verbesserte sich zum Vorjahr um +7% und lag auch um +7% über den Prognosen. Die vom Nettoinventarwert der Investmentfonds beeinflusste „Taxe d'abonnement“ erholte sich 2000 um +24% und übertraf die Budget-Vorausschätzung um +8%. Auch die Einkommenssteuer verbesserte sich trotz der Tabellenanpassung

um +7% und übertraf die Erwartungen um +2%. All diese Veränderungen der Steuereinnahmen sind Zuwachsraten, gegenüber dem Vorjahr wie gegenüber den offiziellen Erwartungen.

Infolgedessen erreichte das Defizit des Gesamtstaates (nach Maastricht-Berechnung, also einschließlich der Sozialversicherungen und des Gemeindefektors) im Jahre 2010 ein Niveau von 1,7% des Bruttoinlandsproduktes (BIP), nachdem es im Vorjahr bei 0,9% gelegen hatte. Damit respektierte es eindeutig die Maastricht-Regel, die ein Defizit von maximal 3,0% vorsieht, und sehr weit entfernt von der ursprünglichen Prognose von 4,4%. Vor einem Jahr hatte die Regierung für 2011 bei unveränderter Politik ein Malus von 5,0% erwartet, das sich dank der Krisenmaßnahmen aber auf 3,0 absenken ließe. Auf die meisten Einschränkungen verzichtete man schließlich; dennoch erwartet man nur noch ein Defizit von 1,2%.

Wir freuen uns, dass wir Recht hatten; vor allem aber freuen wir uns über das schnelle Gesunden der Staatskonten. A propos: In den beiden ersten Monaten dieses Jahres sind die Staatseinnahmen (nach SDDS-Norm) um 436 Millionen € oder 42% gegenüber den entsprechenden Vorjahresmonaten gestiegen. Ein gutes Omen für das laufende Jahr.

T.

Die Einnahmen des Luxemburger Staates im Haushaltsjahr 2010

in Millionen € und in %	tatsächliche Einnahmen 2009	geschätzte Einnahmen 2010	tatsächliche Einnahmen 2010	Mehreinnahme 2010 gegenüber 2009	Mehreinnahme 2010 gegenüber Schätzung		
Körperschaftssteuer	1 417	1 200	1 460	+ 43	+ 3,0%	+ 260	+ 21,7%
Einkommenssteuer	1 996	2 055	2 115	+ 119	+ 6,0%	+ 60	+ 2,9%
Mehrwertsteuer	1 886	1 900	2 026	+ 140	+ 7,4%	+ 126	+ 6,6%
Taxe d'abonnement	479	550	595	+ 116	+ 24,2%	+ 45	+ 8,2%
Diese 4 Steuerarten	5 778	5 705	6 196	+ 418	+ 7,2%	+ 491	+ 8,6%
Staatseinnahmen insgesamt	10 444	10 037	11 028	+ 583	+ 5,6%	+ 991	+ 9,9%



S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. : (+352) 4015-1

Schweizer Sonderweg zu Lasten von EU-Finanzplätzen?

Die Schweizer sind nicht nur etwas seltsam in mancherlei Hinsicht, sie sind vor allem auch sehr aktiv und agil, wenn es um den Ausbau und die Wahrung ihrer Interessen geht. Über 200 Jahre hinweg schafften sie es, sich aus den großen Kriegskonflikten herauszuhalten und aus diesen stets diskret ihren Nutzen zu ziehen. Gleichzeitig haben sie sich neben dem Verwehren von Fluchtgeldern aller Potentaten dieser Welt auch auf den internationalen Polit-Tourismus spezialisiert und beherbergen in Genf und Lausanne die UNO (der sie dennoch erst nach 50 Jahren beitraten) mit vielen ihrer Unterorganisationen, aber auch unzählige andere globale Organisationen, vom Internationalen Olympischen Komitee bis zum Internationalen Roten Kreuz.

Seit 60 Jahren aber geht ein wichtiger Teil des zusätzlichen supranationalen Geschehens an der Schweiz vorbei, nämlich der Ausbau der Europäischen Union mit ihren wuchernden „eurokratischen“ Institutionen. Auch wenn diese Entwicklung eine Antwort auf Churchills „Zürcher Appell“ vom 19. September 1946 darstellt: Die Eidgenossen haben hier Distanz gewahrt. Das hindert sie aber nicht daran, sich eifrig zu bemühen, doch eine Portion abzubekommen bei der Weiterentwicklung des großen gemeinsamen Kuchens. Denn trotz politischem Gezänk und Krisen in der Gemeinschaft bleibt wahr, dass die 500 Millionen EU-Verbraucher einen ungeheuren Markt darstellen, an dem keine Krämerseele vorbeikommt.

Stiller Teilhaber der EU

Über die sogenannten „Bilateralen“, ihre Staatsverträge mit der Europäischen Union, versucht die Schweiz, für sich und die Eidgenossen eine Gleichstellung mit den EU-Ländern und deren Bürgern auszuhandeln in jenen Bereichen, wo ihnen dies zweckmäßig oder wünschenswert erscheint, ohne aber als EU-Mitglied alle Lasten und Pflichten mittragen zu müssen. Dieses Rosinenpicken aber stößt auf wachsende Ablehnung in der Union.

Ob sich ihr scheinbar schlaues Vorgehen auch wirklich immer für die Schweizer auszahlt, das sei einmal dahingestellt. Sie können wohl im Nachhinein EU-Normen unverändert übernehmen im Interesse ihrer Exportchancen, und sie müssen dies sogar gelegentlich tun im Austausch gegen die von ihnen erwünschten Vergünstigungen. Doch wirklich mitreden können sie nicht, weil sie bei den Entscheidungen nicht mit am Tisch sitzen.

Und manchmal kann ihre Taktik nicht greifen, einfach weil sie zu spät kommen. So geben die Schweizer Banker unversehrt zu, dass ihnen als Nicht-EU-Land eine fette Gans an der Nase vorbeispaziert ist, die dann von den Luxemburgern eingefangen wurde, nämlich die Ansiedlung europäischer und weltweiter Investmentfonds. Diese „Fondsindustrie“ stellt heute in Luxemburg bis zu 20.000 Arbeitsplätze dar, über ein Drittel des Finanzplatzes. Zudem verbleibt es die zukunftsstrahlendste Schiene des Standortes Luxemburg.

Wir schafften es, Nistplatz dieser Tätigkeiten zu werden, in genau dem Moment, als sie entstanden durch die Öffnung der EU-Grenzen für die Vermarktung von Fondspapieren. Bevor die Schweizer eine entsprechende Gleichstellung mit der EU aushandeln konnte, hatten Tausende von Fonds bereits einen EU-Pass von unserer CSSF erhalten und operierten international. Gegenüber einem EU-Mitglied Schweiz aber wären wir chancenlos gewesen, weil die Schweizer – außer ihrer „Nicht-Mitgliedschaft“ in der EU – von vorne herein viel bessere Karten hatten als Luxemburg, mit ihrem finanziellen Know-how und ihren internationalen Beziehungen in der Bankenwelt wie bei den institutionellen Investoren.

Ganz leer ging die Schweiz nicht aus, denn ihre Banken reagierten klug und schnell: Sie siedelten, wie jedermann, ihre Fonds in Luxemburg an, wo sie heute mit einem Anteil von 15% die drittgrößte Fondskolonie bilden, hinter den Amerikanern und Deutschen, und vor den Briten.

Eigen(artige) Polit-Spielregeln

Wie dem auch sei, die Schweiz ist abgesehen vom Erdölproduzenten Norwegen das einzige wichtige Land Westeuropas, das der EU nicht angehört. Dabei ist es dennoch befremdlich, wenn Politiker nun am weißen Fleck in der Mitte der EU-Karte Anstoß nehmen und sich öffentlich einen Mitgliedskandidaten Schweiz wünschen. Als ob das europäische Publikum und die EU-Gremien nicht schon genug Meinungsverschiedenheiten hätten. Das Zusammenleben von 27 Völkern und Regierungen ist eine einzige Kakophonie, die sich bei jeder weiteren EU-Ausdehnung verstärkt.

Man braucht sich nicht intensiv mit der Schweizer innenpolitischen Debatte zu befassen, um zu wissen, dass die Populisten dort die größte Partei des Landes darstellen (und nicht wie bei uns das fünfte Rad im Parlament). Vor allem ist die eidgenössische Verfassungsrealität so, dass uns hier gegebenenfalls nicht der Beitritt eines neuen EU-Mitglieds Schweiz ins Haus stünde, als vielmehr der von 26 autonomen Schweizer Kantonen.

Das politische Geschehen ist gewöhnungsbedürftig bis bizarr. Denn das Parlament heißt Nationalrat und die Regierung Bundesrat, so dass die Minister als Nationalräte und die Parlamentarier als Bundesräte oder Ständeräte bezeichnet werden. Nationale, regionale und lokale Referenden folgen sich im fast wöchentlichen Rhythmus, meist mit einer Beteiligung von weniger als einem Drittel der Bürger. Zudem gibt es keinen Regierungschef, während das Staatsoberhaupt ein Kollektiv ist, nämlich die Regierung.

Vor allem ist die Schweizer „Konkordanzdemokratie“ auch in ihrem Wesen eigenartig. So stützt sich die Regierung beispielsweise auf keine parlamentarische Mehrheitskoalition, sondern schließt stets alle größeren Parteien ein.

Sollte daher aus einer EU mit 27 oder 30 Mitgliedern nicht mit einem Mal eine solche von über 50 souveränen Partnern werden, müsste einem EU-Beitritt der Schweiz somit ein totaler Umbau der Eidgenossenschaft vorausgehen. Da der Schweizer Föderalismus nämlich nicht von oben organisiert ist, wie üblich, sondern von unten, sind bei den ständig erforderlichen Abstimmungen nicht nur eine Mehrheit der Bürger, sondern stets auch eine Mehrheit der autonomen Kantone erforderlich.

Schweizer Alleingänge

Aber lassen wir derartige absurde Perspektiven, die höchstens als Diskussionsmaterial für TV-Talkshows taugen, denn die Schweiz mag sich nämlich gar nicht rekrutieren lassen. Sie will nicht als zahlender Passagier einsteigen, sondern einfach als Trittbrettfahrer mitreisen. Wenn das nicht ganz zu Null-Tarif geht, dann möchte sie einen günstigen Preis aushandeln.

Inzwischen verbleiben die Schweiz und ihr sakrosanktes Bankgeheimnis im Fokus der Aufmerksamkeit wegen geklauter Kundendaten, die von diversen Finanzministern benutzt werden, um ihre jeweiligen unehrlichen Steuerzahler in Panik zu versetzen und ihre Vermögen mit allerlei Amnestieangeboten nach Hause zu locken.

Inzwischen aber befließt sich die Schweiz zwecks Imagepflege, bei jedem Sturz eines Diktators, dessen Konten schnellstens einzufrieren. Aktive Despoten bleiben willkommen, wie sie es ja auch als Villenbesitzer in Paris und London sind. Andere Missbräuche aber könnten morgen bereits international aufgegriffen werden, so die Praxis, Milliarden für den Fall einer Umsiedlung in die Schweiz eine fast komplette Steuerbefreiung anzubieten.

Die eidgenössische Ablehnung, in ihren Anti-Doppelbesteuerungs-Abkommen den OECD-Standards für punktuelle Auskünfte bei Steuerhinterziehung Rechnung zu tragen, führte 2009 zu der ominösen „grauen Liste“ von „unkooperativen“ Finanzplätzen. Luxemburg war mitbetroffen, obschon wir uns bereits Jahre zuvor bereiterklärt hatten, diese Regel zu übernehmen, so-

bald auch die Schweiz, Österreich und andere Konkurrenten dies täten.

Seine Kollegen aus den kontinentalen Finanzplatz-Ländern überzeugte Minister Frieden, dies gleichzeitig zu tun, was die Episode der „grauen Listen“ beendete. Dass die Schweiz hier einlenkte, wurde daraufhin in der EU als Vorwand benutzt, nun die Abschaffung der Quellensteuer einzufordern zugunsten eines generellen Meldesystems für alle EU-Staaten. Eine solche Regelung aber akzeptieren Österreich und Luxemburg erst, wenn sie für ganz Europa einschließlich der Schweiz gilt.

Eidgenössische Existenzängste

Die eidgenössischen Banker wie auch das Schweizer Volk bleiben in heller Aufregung, denn für ihren Finanzplatz sind Diskretion und Bankgeheimnis ein entscheidender Grundstein, ohne den das gesamte Geschäft ins Wanken kommt. Die Sorge ist verständlich, weil dieser Wirtschaftssektor über 200.000 hochqualifizierte Beschäftigte ernährt. Deshalb wird nun seit Jahren hinter verschlossenen Türen um eine Auswegstrategie gerungen.

Von den Amerikanern wurde die Schweiz zu Zugeständnissen gezwungen, die praktisch einer Abschaffung des Bankgeheimnisses für US-Bürger gleichkommen. Gegenüber der EU hingegen kommt heute die gleiche Quellensteuer zur Anwendung wie in Belgien, Österreich und Luxemburg: Das Bankgeheimnis bleibt gewahrt, doch erheben die Banken auf den gutgeschriebenen Zinsen von EU-Einwohnern eine Abgabe, die zu ¾ an das Heimatland des Kunden weitergereicht wird, ohne dessen Identität preiszugeben.

Diese Vereinbarung aber hat weder den Handel von gestohlenen Datenspeichern mit den Kundenadressen Schweizer Banken noch die diversen Steueramnestien verhindert. Die Hoffnung der Schweizer, ihre bisherigen Zugeständnisse brächten eine Befriedigung, erwies sich somit als illusorisch. Man bleibt unter Druck, und immer mehr Kunden bekommen kalte Füße. Die Kapitalabflüsse sind empfindlich: So sollen allein in Richtung Asien in den beiden letzten Jahren 150 Milliarden Dollar abgewandert sein. Oder sollten diese nun in Schweizer Banken in Asien sein?

EU-Dauerbrenner Zinsbesteuerung

Gegenüber der EU ist das Schweizer Bankgeheimnis nicht dauerhaft abgesichert. Die erwähnte Quellensteuer gilt nämlich EU-intern als eine einstufige Lösung, die irgendwann von einem allgemeinen Meldesystem an die Steuerbehörden des Kunden abgelöst werden soll. Hier sehen gewisse Kreise nun ein entscheidendes neues Element in den OECD-Zugeständnissen der Schweiz. Luxemburg jedoch verlangt gemeinsam mit Österreich dauerhaft eine strikte Gleichbehandlung gegenüber der Schweiz und den anderen europäischen Finanzzentren.

Das festgefahrene EU-Steuerdossier ist komplex und soll auch den Anwendungsbereich über die reinen Zinseinnahmen von Privatpersonen hinaus ausdehnen. Künftig sollen etwa auch Dividenden und Erträge aus Lebensversicherungen erfasst werden sowie Einkünfte von vorgeschobenen Gesellschaften wie Trusts und „Stiftungen“. Dabei sollen die neuen Regeln zudem in den Nicht-EU-Finanzplätzen Europas Anwendung finden.

Seit Jahren stellen sich die Schweizer Banker also die Frage ihrer mittel- und langfristigen Zukunft. Ihr intensives internes Suchen nach einem wirksamen Rettungsplan hat, nach langen Auseinandersetzungen hinter verschlossenen Türen, schließlich zu einer Idee geführt, die man seltsamerweise „Rubik-Plan“ nennt, nach dem Zauberwürfel „Rubik's-Cube“, dem famosen Geduldspiel.

Der Name will auf eine clevere Lösung für eine komplexe Aufgabe hinweisen. Es soll ein neues Ei des Columbus sein, das

überraschenderweise aufrecht steht; einstweilen ist es aber nur eine Idee, die sich bei den ausländischen Widersachern noch durchsetzen muss.

Arrangements ad hoc

Um den Druck des Auslands abzumildern und die Gefahr einer Abschaffung ihres Bankgeheimnisses zu bannen, wollen sie bestimmten ausländischen Finanzministern – neben der ständigen EU-Quellenabgabe auf den Zinserträgen – zusätzlich eine einmalige Steuer mit abgeltendem Charakter anbieten. Diese würde auf dem Betrag der steuerflüchtigen Kapitalien berechnet, wodurch die exilierten Vermögen im Heimatland des Kunden „steuerehrlich“ werden, ohne dass der Bankkunde seine Anonymität gegenüber den eigenen Steuerbehörden verliert.

Die Schweiz setzt für diese neuartige Amnestie auf die Gier der Finanzminister und deren knappen Kassen. Schlitzohrig wie die Helvetier sind, wollen sie die Lösung aber nur jenen Ländern anbieten, für die es ihnen zweckmäßig erscheint, das heißt, welche der Schweiz allzu sehr zu setzen. Auch der Zinssatz soll von Fall zu Fall ausgehandelt werden.

Letztes Jahr hieß es, mit den Deutschen sei man sich bereits einig, und es werde im Oktober (2010) unterzeichnet und bald darauf auch mit Großbritannien. Offensichtlich war man zu optimistisch; nun könnte es mit Deutschland im kommenden November klappen.

Insofern die Deutschen und Briten sich zumindest auf Diskussionen mit der Schweiz eingelassen haben, stellen sich bereits jetzt viele neue Fragen für die EU-Politik zur grenzüberschreitenden Besteuerung von Bankguthaben und Finanzwerten. Sollte nämlich ein deutsches Abkommen den Schweizer Banken tatsächlich einen Vorteil bringen gegenüber jenen in Wien, in Luxemburg oder anderswo in der EU, so würde diese Diskriminierung und Wettbewerbsverzerrung doch sowohl die bestehenden als auch die vorgeschlagenen Regeln tangieren und in Frage darstellen.

Meldewesen in Frage gestellt?

Die EU-Kommission scheint sich nicht sonderlich mit diesen seltsamen Vorgängen befassen zu wollen. Ihre Vogel-Strauß-Politik unter dem Vorwand einer begrenzten Zuständigkeit in Steuerfragen wird aber spätestens unhaltbar, wenn es zur offiziellen Bestätigung (z. B. zur Paraphierung) einer solchen Abmachung der Schweiz mit einem EU-Land kommt.

Im europäischen Ministerrat liefert diese Entwicklung Finanzminister Frieden inzwischen aber ein starkes Argument, um eine umfassende Diskussion über sämtliche Aspekte der grenzüberschreitenden Steuerpolitik bezüglich der Einkommen aus Vermögen zu verlangen, statt der simplen Beendigung der EU-Quellensteuern in Belgien, Österreich und Luxemburg.

Wie soll denn die EU bei der Schweiz noch die Ablösung der Quellenabgabe durch ein generelles Meldesystem erreichen können, wenn wichtige EU-Mitgliedstaaten ihr bereits vertraglich eine Immunität der Finanzaktiva zugestanden und damit hier die Quellenbesteuerung festgeschrieben haben? Ist die Schweiz aber einmal den Druck der großen Länder los, braucht sie der EU nicht mehr entgegenzukommen.

Daher: Wenn schon „Rubik“ für die Schweiz, dann auch „Rubik“ für Luxemburg! Sollten die Eidgenossen mit ihrem würfelförmigen Ei des Columbus eine annehmbare Idee ausgebrütet haben, dann ist das eine gute und definitive Lösung nicht nur für das Schweizer, sondern auch für das Luxemburger Bankgeheimnis. Ob der Haken aber geschluckt wird, darüber ist wohl noch etwas Skepsis angebracht.

Unverantwortliche Schwarzmalerei

Die pessimistische Nabelschau unserer Meinungsmacher ignoriert die internationale Sonderstellung Luxemburgs

Wenn es um Steuererhöhungen und Krisenabgaben geht, um Anfangsgehälter und Nullrunden statt kontinuierlicher Lohnpolitik im öffentlichen Dienst, um eine seit zwanzig Jahren verschleppte selektive Gehälterreform, um generellen Sozialabbau oder Sparmaßnahmen aller Art, immer wieder werden von Patronats- wie von Regierungsseite die prekäre Haushaltslage und eine wachsende Staatsverschuldung bemüht, wie auch die vorgeblich sinkende Produktivität der Wirtschaft, der angebliche Wettbewerbsverlust der Unternehmen und alle möglichen strukturellen Schwächen des Landes.

Manche Oppositionspolitiker bringen es sogar fertig, noch weiter zu gehen, und sprechen von verlotterten Staatsfinanzen und ruinösen Hypotheken auf die Zukunft. Als Kronzeugen werden dabei die Arbeitgeberpropagandisten und der BCL-Obermufti herangezogen. Dieser versucht, sich international zu profilieren, indem er die Lage Luxemburgs noch düsterer beschreibt als jene Griechenlands, ohne dass dieser eindeutige Unsinn öffentlich hinterfragt würde. Parlamentarier aller Couleur zollen ihm offenen Beifall, und die Presse beschränkt sich ohnehin darauf, die politischen Kassandragesänge verstärkt wiederzugeben, und sie erspart sich tunlichst jede eigene Recherche und das Studium der Dossiers.

Unsere politische Meinungsbildung wird somit von einem seltsamen Diskurs dominiert, bei dem auch weiterhin die genauen Fakten nicht mehr zählen. Das angekündigte kräftige Maastricht-Defizit, mit dem die Regierung noch vor einem Jahr in den Tripartite-Verhandlungen ihren vorgeschlagenen drastischen Sparkurs zu rechtfertigen versuchte, ist keineswegs eingetroffen, obschon die Majoritätsparteien unter dem Druck der Gewerkschaften ihre Austeritäts-Absichten zusammenstreichen mussten und diese jetzt nur in abgemilderter Form zum Tragen kommen.

Die vorübergehende Schwäche der Staatseinnahmen war praktisch bereits überwunden, bevor die Krisenmaßnahmen greifen konnten, und nun verfestigt sich ihr positiver Trend weiter. Seltsam ist allemal, dass sich niemand über die groben Fehleinschätzungen der letzten wundert und keiner festhält, wie sehr die öffentliche Meinung Opfer einer gezielten Irreführung wurde. Aber wer sollte diese auch schon anprangern? Die Medien teilen ja die Verantwortung dafür mit der überwiegenden Mehrheit der politischen Klasse.

Wegen des resoluten Widerstandes der Gewerkschaften verzichtete man zwar auf wesentliche Teile der geplanten Steuererhöhungen und des vorgesehenen Sozialabbaus, heute aber bleibt ein übertriebener Pessimismus Trumpf. Unser Land hat wahrlich Glück, bemerkenswert schnell aus der jüngsten Konjunkturschwäche herauszukommen, trotz dieses unverantwortlichen Pessimismus.

Um ihre verknöcherte Sichtweise zu überwinden, sollten die Meinungsmacher unseres Landes vielleicht einmal einen vergleichenden Blick über unsere Grenzen hinaus werfen. Eine derart erweiterte Perspektive zeigt nämlich eine ganz andere, eine viel positivere Lage. International beleuchtet stellen die relevanten Fakten einen starken Kontrast dar zu dem düsteren Tableau der Berufspessimisten.

Staatsfinanzen im Focus

In Europa liegt vieles im Argen, und weltweit gibt es inzwischen auf den Finanzmärkten nur noch 10 Staaten mit der Best-Note AAA, der höchsten von insgesamt 22 Bewertungsstufen. Luxemburgs AAA-Siegel aber sehen die Experten als langfristig abgesichert, weil nicht nur unsere Staatsfinanzen, sondern auch unsere fundamentalen Wirtschaftsdaten stimmen.

Im Kontrast zum globalen Trend haben sich die Luxemburger Staatseinnahmen 2010, mit einem Anstieg gegenüber dem Vorjahr um 580 Millionen Euro, deutlich verbessert und diese Tendenz hält weiter an (+436 Millionen in den beiden ersten Monaten von 2011). Die mit großem Lamento angekündigte Verletzung des Maastricht-Defizitlimits von 3% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) fand 2010 nicht statt, so wenig wie sie 2009 stattfand oder für 2011 denkbar wäre.

Im Gegenteil, das Defizit des Gesamtstaates nach der Maastricht-Rechenmethode lag im abgelaufenen Jahr 2010 mit -1,7% des BIP deutlich unter der

Prognose von -4,4%. Für den Haushalt von 2011 hatte die Regierung vor einem Jahr mit einem Fehlbetrag zwischen -5,0% (bei unveränderter Politik) oder -3,0% (unter Einbeziehung der damals vorgeschlagenen drastischen Anti-Krisen-Maßnahmen) gerechnet. Nun aber sieht es für das laufende Jahr, trotz einer deutlichen Reduzierung der geplanten Krisenmaßnahmen, eher nach -1,2% aus. (Siehe diesbezüglich den Artikel „Der positive Kassensturz für 2010“ auf Seite 11 dieser Ausgabe.)

In ganz Europa ist die Staatsschuld der einzelnen Länder enorm angeschwollen, binnen zwei Jahren um durchschnittlich 15% des BIP, auf ein mittleres Niveau von nun deutlich über 80%. Konkret bedeutet dies, das muss hervorgehoben werden, dass die Schuld im Vergleich zu den staatlichen Haushalts-Einnahmen jetzt in der Größenordnung von fast 200% im Schnitt liegt. Wohl ist die Staatsschuld krisenbedingt auch in Luxemburg angewachsen, sie beträgt aber weiterhin nur ein Viertel des durchschnittlichen EU-Niveaus.



Astra ist der führende Satellitenbetreiber Europas. Die Muttergesellschaft SES ist mit 45 Satelliten „Nummer Zwei“ weltweit. Ihr Hauptkonkurrent Intelsat, Besitzer von 55 Erdtrabanten, hat seit 1½ Jahren seinen Konzernsitz und seine Finanzzentrale ebenfalls in Luxemburg.



Cargolux, eine der drei größten Luftfracht-Gesellschaften Europas, hat nun einen neuen Partner aus der Golfregion im Rücken und nimmt dieses Jahr drei Riesenjumbos der nächsten Generation in Betrieb

Vor allem hat sich der Anstieg in Luxemburg größtenteils auf die Bruttowerte beschränkt. Verursacht wurde er hauptsächlich durch die staatlichen Eingriffe zur Stabilisierung des Bankensektors und war begleitet durch ein gleichzeitiges Anwachsen des staatlichen Finanzvermögens. Das Schatzamt erwarb bekanntlich Beteiligungen an der BGL BNP Paribas (34%), an dem neuen Mutterhaus BNP Paribas (über 1%), aber auch beispielsweise an der Luxemburger Börse oder an der Luxair. Auf das inzwischen beeindruckende Vermögen des Staates wird „fonction publique“ in einer kommenden Ausgabe ausführlich eingegangen.

Zurück in die Zukunft

Das gesamtwirtschaftliche Wachstum für 2010 und 2011 wird im EU-Raum und in der Euro-Zone auf +1,7% und +1,6% geschätzt, für Luxemburg aber auf +3,5% und +3,0%. Damit liegen wir erneut deutlich vor allen Nachbarn und Konkurrenten, sogar vor Deutschland. Wir haben wieder eine solide Dynamik erreicht, einen nachhaltigen Expansionsrhythmus. Zu notieren ist diesbezüglich, dass die Regierung in der derzeitigen Debatte über eine Pensionsreform einen Langzeittrend von +3% vorgibt und ihre mittelfristige Haushaltsplanung auf einer wirtschaftlichen Entwicklung von +3,5% basiert.

Mit defätistischen Sprüchen wie „Nach der Krise wird nichts mehr sein wie vor der Krise.“ wollte man dem Volk weiß machen, nun gelte es Abschied zu nehmen vom wirtschaftlichen Wachstum und – vor allem!!! – vom sozialen Fortschritt. Inzwischen aber hat das Großherzogtum die „Schallmauer“ der 500.000 Einwohner ohne Aufsehen durchbrochen. Die Wohnbevölkerung wächst weiter um 8.000 bis 10.000 Personen im Jahr, unbeeindruckt von der Krise.

Damit wird auch weiterhin der tägliche Verkehrsinfarkt zur „Rush-Hour“ von Jahr zu Jahr schlimmer, weil die Politiker (nach der Krise genau wie vor der Krise) weiterhin die demographische Entwicklung ebenso unterschätzen wie die wirtschaftliche. Der Sparfanatismus der Krisenprediger ist somit nicht nur eine Konjunkturbremse, sondern er bringt auch fatale Verzögerungen für die dringenden Infrastruktur-Investitionen. Also bitte keine Illusionen: Nach der Krise verbleiben uns die politischen Unzulänglichkeiten der Vorkrisenzeit voll erhalten.

Dass die strukturelle Stärke unserer Wirtschaft erhalten blieb, verdeutlicht auch das anhaltende Wachstum der Beschäftigtenzahlen. In den 12 letzten Monaten wurden +8.300 zusätzliche Jobs geschaffen. Der Jahreszuwachs von +2,3% knüpft somit erfolgreich an die Langzeit-Entwicklung der letzten Jahrzehnte an. In der vergangenen Dekade entstanden über 91.800 neue Jobs, für 57.600 zusätzliche Grenzgänger und für

34.200 Gebietsansässige, also hauptsächlich für weitere Einwanderer.

Der gesunde Menschenverstand allein sagt uns bereits, dass eine derartige Attraktivität nicht ausgehen kann von einem schwachen Standort mit gravierenden Wettbewerbsproblemen. Die Fedil erspare uns daher doch bitte ihr Lamento über die verlorene Produktivität. Weil die Erben der Stahlherren es nicht schaffen, ihre Schmieden zu modernisieren, und weil die europäische Industrie „Looser“ der Globalisierung ist, muss Luxemburg keineswegs auf jeglichen sozialen Fortschritt verzichten.

Internationales Gefälle

In den Krisenjahren 2008 und 2009 wies unsere Wirtschaft einen Leistungsbilanz-Überschuss von 2,1 beziehungsweise 2,5 Milliarden € aus, was 5,3% und 6,7% des BIP entspricht. Für 2009 stellte dies einen Jahreszuwachs von 25% dar; nun aber legte der Nettoüberschuss auch für 2010 nochmals um 25% zu und erreichte 3,3 Milliarden €, also etwa 8% des BIP. Dieses Ergebnis liegt deutlich über dem Niveau von 5,7% des Leistungsbilanz-Überschusses von Exportweltmeister Deutschland.

Und die Bundesrepublik wird bekanntlich im Kreise der G-10-Gipfeltreffen an den Pranger gestellt mit der Beschuldigung, ihre zu hohen Überschüsse seien ein wesentlicher Grund für die Defizite anderer Länder und somit auch für das ärgerliche Ungleichgewicht auf den Devisenmärkten. Gott sei Dank ist Luxemburg so klein, dass die Außenwelt unsere Überschüsse nicht richtig wahrnimmt, sonst würde die allzu strotzende Gesundheit unserer Wirtschaft uns noch erheblichen externen Druck einbringen. Wie dem auch sei, die Lage der Leistungsbilanz verdeutlicht, wie absurd und abwegig die Theorie ist, wir lebten über unseren Verhältnissen, wir verzehrten das Brot unserer Kinder und wir bürdeten den Kindskindern einen enormen Rucksack voller Belastungen auf.

Wenn es um die Bewertung von Staaten und um Länderrisiken geht, sind für Finanzexperten und Banker die halbjährlichen „Country-Rankings“ der Fachzeitschriften Euromoney und Institutional Investor eine allseits beachtete Referenz. In der jüngsten Ausgabe von März 2011 steht Luxemburg hier auf Rang 2 der Liste von über 180 Staaten der Erde. Übertroffen werden wir lediglich vom bedeutenden Erdöl- und Erdgas-Produzenten Norwegen. Ab Rang 3 folgen dann der Reihe nach die Schweiz, Dänemark, Schweden, Singapur, Finnland, die Niederlande, Kanada, Australien und Hong Kong. Unser Nachbar Deutschland schafft es auf Rang 12; die USA sind Nummer 15, Großbritannien 16, Frankreich 18 und Belgien 20. Abgeschlagen folgen Europas Sorgenkinder Irland als 43. Land, Portugal als 44., Island als 46. sowie Griechenland als 65.

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit und zwar zu den allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an: **OEL/CGFP** 

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 - L-2015 Luxembourg

Baukredit: _____
(Name)

_____ (Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater _____
(Straße, Hausnummer)

_____ (Plz. /Wohnort)

_____ (Telefon)

_____ (Dienstbezeichnung)

_____ (Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2011

Bausparen aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.

Stoffe für Wände

Textile Wandbespannungen erleben eine Renaissance



Schon am Hofe von Ludwig XIV. gehörten Wandbespannungen zum guten Wohnstil in den Salons.

Im Laufe der Zeit haben sich die Motive deutlich gewandelt, die Wirkung der textilen Wandoberfläche jedoch ist geblieben: Sie strahlt Wärme aus und schafft mit wahlweise Deko-, Leinen- oder Baumwollstoffen eine ganz besonders wohnliche Atmosphäre.

Meist sind die Stoffe auf Holzrahmen oder Plastikleisten gespannt und an der Wand befestigt. Der zwischen Wand und Stoff entstehende Hohlraum wird mit einem Vlies ausgeglichen, wodurch eine wärmedämmende Isolierung entsteht.

Das verbessert auch die Raumakustik und das Raumklima. Wer die eigenen vier Wände vollflächig bespannen will, benötigt jedoch eine Spezialkonstruktion, die der Fachhandel bereithält.

„Einige Hersteller bieten die Möglichkeit, eigene digitale Motive zu verwenden. In Abstimmung mit den übrigen Raumtextilien wie beispielsweise Vorhängen oder Kissenbezügen können so Effekte erzielt werden, die ein harmonisches Gesamtbild erzeugen“, erläutert Ralf Palm von der BHW Bausparkasse.

Viele sehen einen Vorteil darin, dass die Vorbereitungsarbeiten der Untergründe entfallen.

Bei Neubauten kann auf Feinputz, Abziehen, Glätten und Kleben verzichtet werden, teure Warte- und Trockenzeiten entfallen.

Mieter können hässliche Wände mit einer Wandbespannung einfach unsichtbar machen.

Bei Auszug oder Renovierung wird die Wandbespannung einfach abgenommen.

Weniger ist für mich mehr

Bescheidenheit liegt im Trend, sachliche und klare Formen bestimmen aktuell die Architektur – ohne falsche Verzierungen. Klare Farben und Kontraste geben den Ton an.

An den kubischen Baukörpern schätzen so manche insbesondere die großzügige Flächenaufteilung: „In den ausgedehnten Wohnräumen haben Individualisten maximale Gestaltungsfreiheit, breite Glasfronten vermitteln zusätzlich ein Gefühl der Weite“, sagt Iris Laduch-Reichelt von

der BHW Bausparkasse. Auch in ökonomischer Hinsicht haben Anhänger der Würfel-Ästhetik den Durchblick:

„Durch den konsequenten Einsatz großformatiger Bauelemente und den Verzicht auf verspielte Formen vermeiden Bauherren Wärmeverlust und sparen so Energie“, sagen Experten.

Viele Fertighaushersteller haben den Trend erkannt und bieten mittlerweile auch eine breite Auswahl an Designhäusern an.



CGFP – eine Erfolgsgeschichte

- ▶ Wir haben den Fortschritt gewährleistet und Ihren sozialen Besitzstand mit allen Mitteln verteidigt.
- ▶ Wir haben durch ununterbrochenen Einsatz bedeutende Aufbauarbeit geleistet, Strukturen und Dienstleistungen geschaffen, die sich zeigen lassen.
- ▶ Wir haben damit der öffentlichen Funktion und ihrer Berufsbewegung zu Ansehen und Respekt verholfen.
- ▶ Mit der öffentlichen Funktion muss gerechnet werden.
- ▶ Die CGFP ist heute ein ebenbürtiger Partner auf der sozialen Ebene. An ihr kommt niemand mehr vorbei.
- ▶ Wir wollen weiterhin eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion, sowohl im Dienste all unserer Mitglieder als auch der nationalen Gemeinschaft.



Der Allgemeine Staatsbeamtenverband

Redistribution des atouts au niveau planétaire

Un monde sensiblement bouleversé impose un ajustement des stratégies et des visées économiques du Luxembourg

Que le Nord figure toujours sur le haut de nos cartes géographiques et le Sud en bas, et que de même il subsiste toujours un Est et un Ouest, voilà qui tient surtout aux conventions adoptées et maintenues par les cartographes. Pour le reste, le monde a été passablement désaxé et reste définitivement déboussolé. Les géostratèges notent que depuis des décennies les puissances établies sont en perte de vitesse, d'abord graduellement et de façon peu perceptible, de manière accélérée ensuite.

Depuis que, voilà près de 40 ans, le premier choc pétrolier a donné naissance à l'OPEP, la prospérité mondiale ne se partage en effet plus exclusivement entre pays industriels. Mais qui donc aurait cru, il y a 20 ans seulement, qu'en 2011 nos banques centrales et ministres des finances se soucient du niveau du cours de change de la devise chinoise, ou encore que le continent africain s'inquiète de son rachat rampant par les investisseurs et entrepreneurs chinois. Le club des «BRIC» (Brésil, Russie, Inde, Chine) vient de se muer officiellement en «BRICS», la cooptation de l'Afrique du Sud affichant la volonté des pays émergents du Tiers-Monde de réunir derrière eux des continents entiers, pour ouvertement défier les Américains et Européens.

Le déplacement sensible du centre de gravité du monde s'accompagne d'autres changements remarquables. Les notions de distance et de temps, notamment, ont évolué et continuent à se modifier, en conséquence de la vitesse des transmissions et communications et des transports et déplacements. Ceci est dû aux bouleversements techniques et technologiques, qui ne changent pas seulement les habitudes de notre vie privée et familiale et de nos loisirs, mais surtout aussi le rythme de la vie professionnelle et la réalité quotidienne de la plupart des métiers.

Depuis des années, l'on photographie avec son téléphone portable. Désormais l'on organise des vidéoconférences privées avec ses petits-enfants et neveux vivant au loin, sans même payer des communications, grâce au «voice-over-IP» offert par Skype (made in Luxembourg!). Nous voilà informés endéans des minutes d'un tsunami en Asie. Un mini-écran tenu dans la main permet de visionner des combats de rue dans tel pays arabe. Et notre jeunesse mobile réserve «en ligne», assis à la table de cuisine ou dans un bistro, ses tickets d'avion et ses chambres d'hôtel à l'aide d'un ultraportable, laptop, notebook, tablet-PC, iPod ou iPad.

Ces merveilles fascinent certes, mais leur genèse peut aussi inquiéter. Car si la globalisation ouvre grandement nos marchés aux tasses et assiettes fabriquées en Chine avec des coûts salariaux représentant une fraction des nôtres, c'est évidemment la fin des faïenceries impériales et royales fondées il y a plus de 260 ans! Ce n'est donc pas comme consommateurs seulement que nous sommes concernés, car les fondements économiques de notre bien-être national peuvent vaciller et tout l'édifice s'écrouler, si nous manquons de reconnaître les signes du temps et d'y adapter dûment nos structures économiques.

Il n'y a pas pour autant lieu de broyer du noir, le Grand-Duché étant indéniablement un bénéficiaire de la globalisation. Mais comme pays et comme nation, nous devons garder conscience de l'évolution persistante de notre monde, afin de nous maintenir en haut de la vague. Il s'impose donc de constamment revisiter et feuilleter un atlas planétaire réédité sans cesse, pour réussir à le décrypter.

Les glissements géopolitiques et l'émergence de nouveaux «global players», les rééquilibres des marchés mondiaux et continentaux et une nouvelle division internationale du travail, les changements dans les besoins et préférences des consommateurs et les modifications spectaculaires des modes de production des biens et des services: tout cela ne concerne pas que les autres. Nous sommes seulement un peu lents à percevoir les données nouvelles.

Au niveau global, le cliché du Nord puissant et prospère et du Sud à la traîne a subi bien des fissures, tandis que la confrontation Est-Ouest n'est plus d'actualité suite à l'écroulement du monde communiste. Les peuples des pays émergents et en développement ne sont pas des sauvages en lambeaux cachés au fond d'une forêt vierge et que l'on ne peut visiter qu'en pirogue.

Certes, ces pays luttent encore contre la misère et les bidonvilles, mais leurs économies progressent plus vite que les nôtres, leurs mégapoles sont plus peuplées que celles d'Europe et d'Amérique du Nord, et leurs gratte-ciels plus élevés et plus nombreux. Les Chinois à eux seuls achètent dès à présent plus de voitures automobiles neuves que tous les Européens réunis ou que les citoyens des États-Unis.

Bouleversements

Désormais, les forges de feux les frères Metz appartiennent à un Indien. Il a pris le contrôle sur le fleuron de notre industrie, alors que les Tesch, Kinsch et autres Wurth, cruellement pris au dépourvu dans leur suffisance et leur arrogance d'héritiers et de barons, tentaient vainement de se jeter dans les bras d'un sinistre oligarque russe.

Ce mélodrame capitaliste, chapitre posthume de l'histoire de l'Arbed, avait

alors passablement choqué les Grand-Duchaux, qui assistaient à un spectacle triste et fascinant à la fois, mettant en scène les millionnaires arrogants luxembourgeois et européens dans une lutte sans espoir face à des ploutocrates indiens et russes.

Quel contraste avec la sérénité et le calme qui aujourd'hui accompagne l'arrivée d'un actionnaire de référence arabe chez Cargolux. L'opinion publique en prend acte sans surprise, sans émotion, sans inquiétude, voire même avec un brin de satisfaction ou de fierté. Le nouveau propriétaire vient du Qatar? Et alors? Ne faut-il pas aller chercher l'argent là où il est?

Après tout, dans le palmarès mondial des nations classées selon le niveau de leur PIB par tête d'habitant, notre 2^e rang ne nous place-t-il pas justement derrière ce Qatar affichant une croissance annuelle réelle de son économie de 16% à 20%? (Par ailleurs, ce nouvel allié est probablement un des meilleurs choix possibles.)

Réorientations

Dans les turbulences financières que l'Europe vit actuellement, avec un nombre croissant de ministres des finances virtuellement en faillite, une poursuite de notre croissance économique et de notre progrès social requiert des appuis et des inspirations d'en-dehors de notre continent. Aussi doit-on réexaminer minutieusement le nouveau paysage international ainsi que le code de conduite modifié, afin de déterminer de quels ajustements récents et de quelles mégatendances futures il faut tenir compte.

La moitié des pays européens sont empêtrés dans des déficits publics et un endettement étatique tels que des mesures draconiennes sont inévitables dans ces États au crédit ébranlé. Pour cette partie

de notre continent, un prélèvement fiscal renforcé et des dépenses publiques comprimées écraseront le pouvoir d'achat des ménages et entraîneront une stagnation économique prolongée.

Sur la solvabilité de ces clients-là nous ne devons pas compter, pour quelque temps. C'est donc à juste titre que, dans ses efforts d'expansion, notre place financière vise des publics non-européens, s'employant à vendre les «UCITS made in Luxembourg» à des scheiks, des nouveau-riches de Hongkong et à d'autres habitants de la planète ne sachant pas a priori où localiser notre pays.

Contagions

En même temps, l'interdépendance mondiale est devenue inquiétante. Il suffit d'un renchérissement de l'huile à cuisiner en Tunisie, pour qu'une dizaine de régimes autoritaires islamiques soient confrontés à leur possible chute. Le thermomètre des prix pétroliers subit un accès de chaleur, qui se répercute endéans des jours sur l'affichage de nos pompes à essence et renchérit le panier de nos ménagères.

Les taux de chômage et l'évolution des revenus du monde industrialisé souffrent de la globalisation, concurrence généralisée sans frontières et sans règles, qui favorise et semble légitimer le dumping social et les péchés environnementaux. Nous habitons un village mondial? Bien évidemment, et les chefs de quartier se réunissent dans des comités globaux appelés, à tour de rôle, G7, G8, G10 ou G20.

En fait, l'interpénétration généralisée des économies crée des besoins et des produits nouveaux, dont notre stratégie doit désormais tenir compte. Le Luxembourg l'a compris: pour profiter du trafic mondial des informations et des images, il s'est taillé une part de lion dans l'exploitation des satellites géostationnaires, et pour le commerce électronique il s'est positionné comme le «portail vers l'Europe» des leaders américains.

Ces succès-là et tant d'autres ont été initiés et promus par l'État et concrètement mis en œuvre par une fonction publique efficace et dévouée, tandis que les représentants du patronat gaspillaient le gros de leurs efforts à des stratégies d'arrière-garde, pleurant leur productivité et leur compétitivité et combattant l'indexation et le progrès social.

Délocalisations

Les responsables du pays ont reconnu à temps que la fourniture de services allait supplanter la production de biens. C'est en fait le «crépuscule sidérurgique» survenu vers 1975 qui leur a un peu forcé la main: à quelque chose malheur est bon. La croissance du Grand-Duché des 30 dernières années est essentiellement due au repli des activités conventionnelles en perte de vitesse au profit des créneaux innovants répondant aux nouvelles demandes.

Ils sont bien loin, les temps où l'on inaugurerait tous les ans une demi-douzaine d'usines américaines ou japonaises, parce que l'accès aux clients européens exigeait alors une fabrication à l'intérieur de la «Forteresse Europe». Puis la production devint globale et la forteresse fut démantelée, alors que le label «made in China» progresse.

Les consoles et baladeurs, les écrans et autres bidules électroniques s'inventent aux États-Unis, qui en assurent aussi le financement et la commercialisation mondiale, mais ces produits sont généralement fabriqués, assemblés et emballés en Asie. Aisément transportables, ils atteignent l'Europe en avion quand le transport maritime est trop lent.

C'était une excellente idée que de nous positionner comme le portail d'importation vers les consommateurs européens. Transportons ce que nous ne savons produire. Pour le trafic intercontinental, les temps modernes ont leur «route de la soie» aérienne, les épices et autres biens de luxe étant remplacés par les outils numériques.

Aujourd'hui, notre aéroport occupe le 5^e rang en Europe pour le fret aérien, et

dans ce secteur Cargolux est un des trois grands en Europe, derrière Lufthansa Cargo et ex aequo avec Air France Cargo.

Reconversions

Partout où le Grand-Duché a perdu sa compétitivité, une abolition de l'indexation n'aurait su l'empêcher, et tout abaissement du salaire minimum, même de moitié, non plus. Nous sommes le premier pays d'Europe à avoir atteint l'ère post-industrielle, avec une production de biens ne représentant plus que 6% du total de la valeur ajoutée.

Faut-il pleurer de la rentabilité en déclin des industries européennes, ou plutôt en tirer les conséquences? Les producteurs luxembourgeois qui se portent bien, sont ceux qui ont compris qu'il faut être un réel leader mondial, un «price maker» plutôt qu'un «price taker».

Pour qui les arguments de vente sont l'innovation constante et une qualité inégalée, l'avenir est, sinon assuré, du moins possible. Mais pour des biens ordinaires la concurrence frontale avec les producteurs de pays à bas salaire est fatale. L'avenir revenant à la haute valeur ajoutée, il faut investir dans le savoir-faire et la recherche.

Élargissements

C'est à bon escient que le know-how accumulé des secteurs phares est constamment mis à profit pour élargir la palette des exportations. On anticipait le vieillissement des activités bancaires traditionnelles en lançant «l'industrie des fonds». Avant la saturation de ce marché en Europe, on l'élargissait vers d'autres continents et on utilisait ses techniques pour d'autres produits comme les «fonds spéciaux», les investissements alternatifs, le capital à risque ou le private equity.

L'assurance-vie tire profit du large choix de fonds luxembourgeois pour desservir les marchés voisins et européens. Notre Bourse est un leader mondial de la notation de titres internationaux et, via une filiale, grand fournisseur d'informations financières. De même, le Luxembourg excelle dans la livraison et la conservation de titres.

Le secteur des «data centers» est en expansion rapide grâce à la gigantesque comptabilité financière engendrée par le secteur financier et nous positionne dans le monde de l'Internet en expansion, grâce à de considérables investissements publics.

Perspectives

Ces dernières années ont vu l'établissement à Luxembourg – souvent avec des effectifs initiaux modestes, s'étoffant graduellement – de quartiers généraux, de départements financiers, de centrales d'achat ou de bureaux de planification de grands groupes agissant au niveau planétaire. On s'occupe notamment de téléphonie mobile, de prospection pétrolière, de gisements miniers, de pipe-lines sous-marines, d'aménagements portuaires, de flottes aériennes, de nouvelles énergies...

Ce sont le climat général de sécurité et la qualité de vie, la stabilité politique et la paix sociale, le régime juridique solide et une fiscalité intelligente, ainsi que surtout une administration fiable et prompt, multilingue et proactive qui sont évoqués comme atouts. Les vraies multinationales actives sur tous les continents apprécient notre tissu très étoffé d'accords «de non-double imposition», alors que Cargolux est tributaire d'accords bilatéraux aéronautiques et Astra de positions orbitales géostationnaires.

Ainsi, la matière première du progrès est souvent livrée par l'État. La dynamique du développement luxembourgeois est due en bonne partie à un secteur public hautement performant, non pas au patronat luxembourgeois traditionnel et à ses réflexes défenseurs et son pessimisme ostentatoire.

100. reparierte Wasserpumpe für die Landbevölkerung im Togo

Gesundheitszentrum von Yometchin ist wiederhergestellt



Das Gebäude der Pflegestation und Entbindungsstätte („dispensaire et maternité“) von Yometchin war erheblich durch Fledermäuse verseucht. Während der Geburt rieselte Fledermauskot von den Dachbalken und der Decke auf die Mütter und Neugeborenen.

Die Bewohner des Dorfes und der Umgebung sahen sich außerstande, dieses Problem allein zu lösen. Als die EAUTogo-Mannschaft von Marie-France Speck im Dorf weilte, um die örtliche Gemeinschaftspumpe wieder in Stand zu setzen, klagten die Menschen der „weißen Frau“ ihr Leid. Diese versprach Abhilfe.

Die Gemeindeverwaltung von Bürgeringen wie auch die Bürger und Bürgerinnen aus der Heimatortschaft von Mme Speck spendeten großzügig. Die „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ reichte ein Gesuch an das Entwicklungsministerium und sicherte dadurch eine staatliche Ko-Finanzierung.

„fonction publique“ berichtete letztes Jahr in Wort und Bild über die argen Zustände und die in Angriff genommenen Renovierungsarbeiten, die insgesamt 16.700 € kosteten. Das nebenstehende (obere) Bild zeigt, dass nun Freude im Dorf herrscht: Die „neue“ Einrichtung ist eingeweiht und in Betrieb.

Nur noch 61% aller togolesischen Dorf-pumpen funktionieren. Statt sauberem, gesundem Brunnenwasser hat ein erheblicher Teil der Landbevölkerung daher nur schlechtes Oberflächenwasser, das man meistens kilometerweit aus Bächen und Tümpeln heranschleppen muss. Kommunalbehörden gibt es im Togo keine, und die Zentralverwaltung in der Hauptstadt Lomé lässt ihre Landbevölkerung weitgehend im Stich.

Schlechtes Wasser bedeutet kranke Menschen, Kinder mit enormen Bäuchen und Säuglingssterblichkeit. Seit mehr als 2 Jahren bemüht sich das Projekt EAUTogo der „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ zielstrebig und wirksam darum, hier Abhilfe zu schaffen. Da die Dorfgemeinschaften generell ohne Strom leben müssen, sind es einfache Hand- (oder Fuß-) Pumpen, die neuer Ersatzteile bedürfen oder ganz zu ersetzen sind. Dank der Großzügigkeit der CGFP-Mitglieder und einer staatlichen Ko-Finanzierung konnte ein Budget von über 800.000 Euro bereitgestellt werden, mit denen die Luxemburger Ingenieurin Marie-France Speck und ihre örtlichen Fachkräfte 4 Jahre lang wirken können, um die Lage zu verbessern.

Die beiden nebenstehenden Bilder berichten von einer kleinen Feier, mit der die 100. reparierte Pumpe eingeweiht wurde. Die Behörden zollten Anerkennung und die Schönheiten des Dorfes tanzten. Vor allem aber haben nun Vieltausende Menschen täglich sauberes Wasser zum Trinken und für den Haushalt. Sie sind ihren Luxemburger Freunden dafür sehr dankbar.

Hunderttausende andere aber hoffen ebenfalls auf einen „neuen“ Brunnen. Vielleicht helfen unsere Leser mit einer entsprechenden Überweisung dafür, dass wir diese lebenswichtige Aktion weiterführen können. Dafür vielen Dank im Voraus!

PZ



Lob und Anerkennung für CGFP-Entwicklungshilfe

Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs würdigt CGFP-Einsatz im westafrikanischen Togo

Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs sparte nicht mit Lob, als sie in der vorigen Ausgabe von „fonction publique“ auf die weitreichenden CGFP-Entwicklungshilfeprogramme in Afrika angesprochen wurde. Im Rahmen der „Fondation CGFP de Secours“ entstand bekanntlich im Jahre 2004 die CGFP-Entwicklungshilfestruktur, die vornehmlich im Togo – in einem der ärmsten Länder der Welt – den Ackerbau in Form einer Hilfe zur Selbsthilfe massiv unterstützt. Im Jahre 2009 wurde darüber hinaus ein eigenständiges, großangelegtes Wasserprojekt in Angriff genommen, das darauf abzielt, mehrere Hundert defekte Brunnen und Wasserpumpen wieder funktionstüchtig zu machen und somit Hunderttausende von Menschen mit sauberem Trinkwasser – ein seltenes Gut gerade in diesen Regionen – zu versorgen.

„Die CGFP-Initiative ist einfach beispiellos!“, reagierte Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs spontan auf die Frage, wie sie diese

Aktionen der Luxemburger Beamtenschaft denn bewerte. Sie finde es „einfach großartig“, dass eine Gewerkschaftsorganisation wie die CGFP nicht nur um die Interessen ihrer Mitglieder hier im Lande bemüht sei, sondern darüber hinaus auch noch an diejenigen denke, die nicht das Glück hätten, auf der Sonnenseite des Lebens zu stehen, sagte die Ministerin. Hinzu komme, dass man ja weitaus motivierter an ein eigenes Vorhaben herangehe. Und genau das passiere hier. Die CGFP – dank der Unterstützung ihrer Mitglieder – ziehe im Togo ein eigenes Entwicklungshilfeprojekt durch. Und das sei in der Tat eine ganz andere Herangehensweise als die vielerorts betriebene Scheckheftpolitik, bei der man einfach mal ins Portemonnaie greife, um sein Gewissen zu beruhigen.

Ein intelligent aufgestelltes Netzwerk ermögliche es, die Hilfe im westafrikanischen Togo flächendeckend zu gewährleisten, urteilte die Ministerin. Und in Luxemburg

erlaubten es die Strukturen der CGFP, angefangen beim Dachverband über die Mitgliedsorganisationen bis hin zum einzelnen Mitglied, über die dazu erforderlichen Mittel zu verfügen.

Wichtig sei darüber hinaus aber auch dieses Langzeit-Engagement der CGFP, meinte Marie-Josée Jacobs weiter. Sie glaube zu wissen, dass die CGFP – über den Weg ihrer Stiftung – seit mehr als 30 Jahren in der Entwicklungshilfe aktiv sei. Und wer auf über ein Vierteljahrhundert Entwicklungshilfe zurückschauen könne, brauche einen langen Atem.

Bemerkenswert, so die Kooperationsministerin abschließend, sei aber auch der Umstand, dass es der CGFP immer wieder gelinge, ihre Mitglieder von dieser Notwendigkeit zu überzeugen. Und Marie-Josée Jacobs wörtlich: „Ich kann die CGFP nur beglückwünschen und dazu ermutigen, auf dem eingeschlagenen Weg fortzufahren.“

s.h.



Das gesamte Interview mit Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs über die Luxemburger Entwicklungshilfepolitik können interessierte Leser nachlesen in der März-Ausgabe von „fonction publique“ auf den Seiten 12 und 13.



Das jüngste ko-finanzierte Entwicklungsprojekt der „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ im Togo betrifft das „Centre médico-social“ der Ortschaft Aképé, rund 24 Kilometer nordöstlich der Hauptstadt Lomé. Bei dieser Erneuerung bestehender Gebäude und einem damit verbundenen Ausbau geht es um eine „Infirmerie“, eine „Maternité“, eine Landapotheke sowie eine Beratungsstelle über Säuglingsernährung. Schwere Gesundheitsfälle müssen auch weiterhin an das nächste Hospital überwiesen werden.

Binnen 9 Monaten werden in Aképé, einer Ortschaft mit 12.000 Einwohnern, 250.000 Euro investiert, nicht dabei eingerechnet der Gegenwert der aktiven Mitwirkung der Bevölkerung (siehe Bild). Das bisher sehr kleine und veraltete Gesundheitszentrum verfügt über paramedizinisches Personal, das teils vom togolesischen Staat und der Weltgesundheitsorganisation und teils durch eine Kostenbeteiligung der Kranken bezahlt wird. Künftig werden auch Strom und fließendes Wasser vorhanden sein.



**Spenden
auch Sie!**

Unterstützen auch Sie das CGFP-Hilfswerk. Ihre Spende können Sie auf eines der beiden Konten der „Fondation CGFP de Secours“ überweisen:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar

Les majors pétrolières tirent leur épingle du jeu

Les géants du secteur profitent de la panique actuelle pour accroître leurs profits, affirme l'économiste indienne Jayati Ghosh. Il faut donc les soumettre à une taxe exceptionnelle.



Le niveau des réserves mondiales de pétrole est actuellement plus proche de son maximum historique que de son minimum.

The Guardian (extraits) Londres

Les cours du pétrole ont atteint leur plus haut niveau depuis deux ans et demi. Et ils ne devraient pas s'arrêter là. La crise au Moyen-Orient – en Libye notamment – est généralement jugée responsable de cette envolée des prix. Mais la Libye produit moins de 3 % du pétrole mondial et l'Arabie Saoudite (dont les stocks sont déjà supérieurs à la production annuelle de la Libye et de l'Algérie) a promis de suppléer à une éventuelle pénurie. Quoi qu'il en soit, le niveau des réserves mondiales de pétrole est actuellement plus proche de son maximum historique que de son minimum.

En réalité, cet emballement est nourri principalement par les incertitudes, les rumeurs et l'activité spéculative sur les marchés à terme. La crise libyenne n'est qu'un aspect du problème. Les marchés financiers redoutent surtout les conséquences d'une éventuelle propagation des troubles de l'Arabie Saoudite. Mais, pour l'instant, les prix flambent alors que ce scénario demeure théorique et que les approvisionnements mondiaux ne sont pas encore sérieusement menacés.

Nous le savons tous, les premières victimes d'une flambée des cours du pétrole sont les gens comme vous et moi. Cette hausse renchérit les coûts de production et de transport, et se répercute de ce fait sur tous les autres prix. L'agriculture est directement touchée. Les prix des denrées vont donc encore augmenter, ce qui ne fera qu'aggraver la crise alimentaire actuelle. En outre, cette pression sur les coûts pousse les gouvernements à tenter de contrôler l'inflation en relevant les taux d'intérêt, ce qui pèse sur les entreprises, et tout particulièrement les PME. Tout cela risque de compromettre la fragile reprise de l'économie mondiale.

Parmi les importateurs de pétrole, les pays en voie de développement sont bien plus affectés que les pays développés. Tout d'abord, leur intensité énergétique est plus élevée: ils consomment en moyenne deux fois plus d'énergie pour produire une unité de PIB que les pays de l'OCDE. Ensuite, l'alourdissement de la facture énergétique [libellée en dollars] accentue les déséquilibres de leur balance de paiements. Les pays les plus pauvres sont les plus affectés, et, dans les pays en développement, ce

sont les citoyens les plus démunis qui en souffrent le plus, du fait de la hausse du coût de la vie.

Mais à qui profite la hausse des cours? Aux grands pays exportateurs, répond-on habituellement. Mais c'est faux. Les vrais bénéficiaires, ceux qui s'octroient la plus grosse part du gâteau, sont les grandes compagnies pétrolières qui ont surfé sur la remontée des cours de 2010.



L'an dernier, les majors ont doublé leurs bénéfices par rapport à 2009. Les trois géants américains ExxonMobil, Chevron et Conoco-Phillips totalisent 60 milliards de dollars de résultats nets [43 milliards d'euros]. Les profits de l'anglo-néerlandais Royal Dutch Shell ont également doublé, même si sa production s'est révélée plus modeste que prévu. [Le bénéfice du français Total a progressé de 32 % à 10,3 milliards d'euros.]

Pourquoi les profits des majors augmentent-ils autant lorsque les cours flambent? Normalement, le coût du baril reflète les coûts passés du forage, de l'exploration et/ou de l'achat de pétrole brut, qui n'ont pratiquement rien à voir avec les cours actuels du brut. Mais ces compagnies sont promptes à répercuter les hausses des cours sur les consommateurs. En revanche, quand les cours fléchissent, elles ne montrent pas le même empressement à répercuter cette baisse sur le prix du pétrole raffiné. Une augmentation des prix du brut se traduit donc par une forte hausse de leurs bénéfices. Actuellement, les grands bénéficiaires de la flambée des cours, et probablement les seuls, sont les spéculateurs sur les marchés à terme et les majors du pétrole, qui profitent de la panique généralisée pour imposer une hausse des prix bien supérieure à celle de leurs coûts.

Pourquoi ne pas taxer immédiatement et fortement ces bénéfices exceptionnels? Lors de la campagne présidentielle, Barack Obama avait promis de le faire, mais son administration ne l'a pas encore suivi. Les détracteurs de ce type de taxes prétendent que les entreprises dont les profits augmentent paient automatiquement plus d'impôts, qu'elles répercutent cette taxe sur le consommateur et que tout cela profite davantage aux fournisseurs étrangers qu'aux entreprises locales.

Mais ces arguments ne tiennent pas. Ces bénéfices exceptionnels sont essentiellement le résultat de pratiques anticoncurrentielles. Les taxer est donc parfaitement équitable, puisqu'ils ne reflètent ni les dépenses d'investissement ni les coûts de production actuels des entreprises, mais bien leur capacité à profiter des hausses de prix engendrées par d'autres facteurs.

L'argent ainsi récolté pourrait financer des subventions ou des investissements publics qui permettraient de développer les énergies propres, mais aussi d'améliorer l'efficacité énergétique

des producteurs et des consommateurs. Il pourrait également être investi dans des systèmes de transports en commun, moins gourmands en énergie que la voiture individuelle.

Les pays industrialisés pourraient enfin utiliser au moins une partie de ces revenus pour accorder une aide sans conditions aux pays pauvres durement frappés par l'actuelle flambée du pétrole.

Jayati Ghosh *

* L'auteure Professeure d'économie à la prestigieuse université Jawaharlal Nehru de New Delhi, Jayati Ghosh, 56 ans, publie régulièrement des chroniques dans les colonnes du Guardian. Elle assure également le secrétariat exécutif de l'International Development Economics Associates (Ideas), un réseau chargé de diffuser les travaux des économistes du Sud opposés à l'orthodoxie néolibérale.

Extrait du «*Courrier international*», édition du 17 mars 2011



Les cours du pétrole ont atteint leur plus haut niveau depuis deux ans et demi. Et ils ne devraient pas s'arrêter là.

Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:

Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



**die einzige gewerkschaftliche Kraft
innerhalb der öffentlichen Funktion**

LINEHEART CITY



Entrez et essayez le nouveau MacBook Pro.

La haute performance atteint des sommets vertigineux.

Les portables Mac les plus rapides vont maintenant jusqu'à deux fois plus vite. Le nouveau MacBook Pro est équipé des processeurs Intel dernier cri les plus puissants et de graphismes d'avant-garde qui changent la donne. Et la technologie d'E/S haute vitesse Thunderbolt vous permet désormais de connecter à un même port des écrans haute résolution et des périphériques de données hautes performances. Rendez-vous chez LINEHEART CITY et découvrez par vous-même la puissance à l'état pur du nouveau MacBook Pro.



www.lineheart.lu

TM et © 2011 Apple Inc. Tous droits réservés.

Leudelange
Z.A. am Bann
tél 44 68 44 - 1

Luxembourg-Ville
Grand-Rue
tél 44 68 44 - 500

Esch/Alzette
Rue de l'Alzette
tél 44 68 44 - 600

City Concorde
Bertrange
tél 44 68 44 - 700

Galerie Auchan
Kirchberg
tél 44 68 44 - 800

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A W I E T O R

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu



Postes vacants

Ministère du Tourisme

Le ministère du Tourisme cherche pour le Tour de France 2011

8 volontaires

Le cyclisme, les grandes étapes du Tour de France et l'ambiance extraordinaire de la caravane vous passionnent?

Saisissez cette opportunité unique: le ministère du Tourisme est à la recherche de 8 volontaires (m/f) pour encadrer la caravane publicitaire luxembourgeoise au Tour de France 2011. Vivez la «Grande Boucle» en direct tout au long du mois de juillet, tout en ayant les frais de logement et de nourriture pris en charge pendant la période d'engagement.

Profil demandé:

Seules conditions: posséder un permis de conduire de classe B depuis au moins 3 ans et vouloir représenter le Grand-Duché au Tour 2011.

Les CV et lettres de motivation sont à adresser, dès maintenant, à:

Ministère des Classes moyennes et du Tourisme
Monsieur Patrick Heuschling
B.P. 86
L-2937 Luxembourg

CGFP

**Votre assurance
professionnelle**



3 % CGFP-Exklusiv-Rabatt *

LUX VOYAGES

Einmalig – Taufe und Jungfernfahrt der AIDAmar

Gebeco
LÄNDER ERLEBEN



Das werden Sie niemals vergessen!

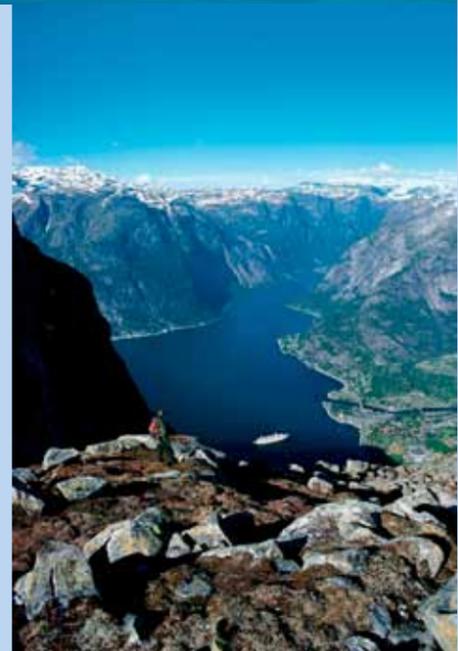


Im Frühjahr 2012 schreibt AIDA Kreuzfahrtgeschichte. Am 12. Mai wird zum Anlass des 823. Hamburger Hafengeburtstages das neunte AIDA Schiff getauft und bei einer feierlichen Schiffsparade auf der Elbe von seinen drei schönen Schwesterschiffen begleitet.

Unvergessliche Erinnerungen an dieses glamouröse Ereignis sind garantiert. Während der Taufe wird die AIDAmär zu Ihrem schwimmenden Logenplatz und bietet als Mittelpunkt der Auslaufparade den besten Ausblick auf dieses Spektakel. Zigttausende Gäste an Land und an Bord der drei AIDA Schwesterschiffe werden Ihnen zuwinken, während ein Feuerwerk den Hamburger Nachthimmel erstrahlen lässt.

Von der Hansestadt aus, geht es dann über Frankreich, England, Belgien und Schottland Richtung Norden zu den traumhaften Fjorden Norwegens. Diese abwechslungsreiche Reise durch eine einzigartige Natur und faszinierende Städte (Paris, London, Oslo,...) garantiert, dass jeder auf seine Kosten kommt, umso mehr als dass Sie zu den ersten Gästen dieses wunderschönen neuen Kreuzfahrtschiffes gehören.

Buchen Sie jetzt Ihre Kabine für die Jungfernfahrt mit AIDAmär und werden Sie teil dieses historischen Ereignisses.



Reisepreis pro Person

(ab/bis Hafen, Belegung: 2 Erw./Kabine)

Innenkabine IC: 2'395 €
Aussenkabine AA: 3'270 €
Balkonkabine BD: 3'555 €

First-Minute: -200 € / Person (limitiert)

Termin:

Vom 12.05.2012 – 26.05.2012

Im Reisepreis enthalten

- Vollpension mit Tischgetränken in den Buffet-Restaurants
- Vielfältige Sport- und Wellnessangebote (z.T.gegen Gebühr)
- Entertainment der Spitzenklasse
- Kinderbetreuung im Kids Club ab 3 Jahren
- Trinkgelder für das Bordpersonal
- Deutschsprachige Reiseleitung an Bord
- Ein- und Ausschiffungsgebühr in den Häfen

* exklusiv für CGFP-Mitglieder, generell auf allen Pauschalreisen, Kreuzfahrten, Hotel- und Mietwagenreservierungen

LUX VOYAGES s.à r.l.
25-A, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tel.: 47 00 47 Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

i BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

BHWA